



Strasbourg, 26 mars 1993

CJ-PD (93) 2
Révisé

GROUPÉ DE PROJET SUR LA PROTECTION DES DONNEES
(CJ-PD)

Loi du 8 décembre 1992
relative à la protection de la vie privée à l'égard
des traitements de données à caractère personnel

BELGIQUE

Ce document remplace et complète le doc. CJ-PD (93) 2 qui reproduisait le texte provisoire de la Loi

MINISTERE DE LA JUSTICE

F 93 — 658

[S-C — 9167]

8 DECEMBRE 1992

Loi relative à la protection de la vie privée
à l'égard des traitements de données à caractère personnel

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit

CHAPITRE Ier — *Définitions, principe
et champ d'application*

Article 1er. § 1er. Pour l'application de la présente loi, on entend par « traitement » le traitement automatisé ou la tenue d'un fichier manuel

§ 2 Par « fichier », on entend un ensemble de données à caractère personnel, constitué et conservé suivant une structure logique devant permettre une consultation systématique

§ 3 Est dénommé « traitement automatisé », tout ensemble d'opérations réalisées en tout ou en partie à l'aide de procédés automatisés et relatif à l'enregistrement et la conservation de données à caractère personnel ainsi qu'à la modification, l'effacement, la consultation ou la diffusion de ces données

§ 4 Par « tenue d'un fichier manuel », on entend l'enregistrement, la conservation, la modification, l'effacement, la consultation ou la diffusion de données à caractère personnel sous forme d'un fichier sur un support non automatisé

§ 5 Sont réputées « à caractère personnel », les données relatives à une personne physique identifiée ou identifiable

§ 6 Par « maître du fichier », on entend la personne physique ou morale ou l'association de fait compétente pour décider de la finalité du traitement ou des catégories de données devant y figurer

Lorsque la finalité du traitement ou les catégories de données devant y figurer sont déterminées par la loi, le maître du fichier est la personne physique ou morale déterminée par la loi pour tenir le fichier

Le maître du fichier, personne physique, qui n'a pas de domicile en Belgique doit, pour permettre l'exercice des droits visés aux articles 10 et 12, élire domicile en Belgique

Session ordinaire 1990-1991

Chambre des représentants.

Documents parlementaires — Projet de loi n° 1610/1 du 6 mai 1991 Amendements n° 1610/2 à 1610/4.

Session extraordinaire 1991-1992

Chambre des représentants

Documents parlementaires — Projet de loi n° 413/1. Rapport n° 413/12 du 2 juillet 1992, de Mme Merckx-Van Goey — Amendements n° 413/2 à 413/11 et 413/14.

Annales parlementaires — Discussion Seance du 8 juillet 1992. Adoption. Seance du 8 juillet 1992

Session extraordinaire 1991-1992 :

Senat :

Documents parlementaires — Projet de loi n° 445/1 du 8 juillet 1992 — Rapport n° 445/2 du 27 octobre 1992 de M. Vandenberghe — Amendements n° 445/3 à 445/9 et 445/11.

Annales parlementaires — Discussion Seance du 10 novembre 1992 Adoption. Seance du 10 novembre 1992

Session ordinaire 1992-1993.

Chambre des représentants

Documents parlementaires — Projet de loi n° 413/16 du 12 novembre 1992 — Rapport n° 413/17 du 26 novembre 1992, de Mme Merckx-Van Goey

Annales parlementaires — Discussion adoption Seance du 26 novembre 1992

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N 93 — 658

[S C — 9167]

8 DECEMBER 1992

Wet tot bescherming van de persoonlijke levensfeer
ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I — *Begripsomschrijvingen,
beginsel en werkingsfeer*

Artikel 1. § 1 Voor de toepassing van deze wet wordt onder « verwerking » verstaan de geautomatiseerde verwerking of het houden van een manueel bestand.

§ 2 Onder « bestand » wordt een geheel van persoonsgegevens verstaan, samengesteld en bewaard op een logisch gestructureerde wijze met het oog op een systematische raadpleging ervan

§ 3. Onder « geautomatiseerde verwerking » wordt verstaan elk geheel van bewerkingen die geheel of gedeeltelijk langs geautomatiseerde weg zijn uitgevoerd en betrekking hebben op de registratie en de bewaring van persoonsgegevens, alsook op de wijziging, de uitwissing, de raadpleging of de verspreiding van deze gegevens

§ 4 Onder het « houden van een manueel bestand » wordt verstaan de registratie, de bewaring, de wijziging, de uitwissing, de raadpleging of de verspreiding van persoonsgegevens in de vorm van een bestand op een niet-geautomatiseerde drager

§ 5 Geacht worden « persoonsgegevens » te zijn, de gegevens die betrekking hebben op een natuurlijke persoon die is of kan worden geïdentificeerd.

§ 6 Onder « houder van het bestand » wordt de natuurlijke persoon of de rechtspersoon of de feitelijke vereniging verstaan die bevoegd is om te beslissen over het doel van de verwerking of over de soorten gegevens die erin moeten voorkomen.

Indien het doel van de verwerking of de soorten gegevens die erin moeten voorkomen bij de wet zijn bepaald, is de houder van het bestand de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die bij de wet is aangewezen om het bestand te houden.

De houder van het bestand, natuurlijke persoon, die geen woonplaats in België heeft moet, om toe te laten dat de rechten bedoeld in de artikelen 10 en 12 uitgeoefend worden, woonplaats in België kiezen

(1) *Gewone zitting 1990-1991.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Bescheiden. — Wetsontwerp nr 1610/1 van 6 mei 1991. — Amendementen nrs. 1610/2 tot 1610/4.

(1) *Buitengewone zitting 1991-1992*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Bescheiden. — Wetsontwerp nr. 413/1. Verslag nr. 413/12 van 2 juli 1992 van Mevr. Merckx-Van Goey. — Amendementen nrs. 413/2 tot 413/11 en 413/14.

Parlementaire Handelingen — Bespreking : Vergadering van 8 juli 1992. — Aanneming : Vergadering van 8 juli 1992

(1) *Buitengewone zitting 1991-1992.*

Senaat.

Parlementaire Bescheiden. — Wetsontwerp nr 445/1 van 8 juli 1992 Verslag nr 445/2 van 27 oktober 1992 van de heer Vandenberghe — Amendementen nrs 445/3 tot 445/9 en 445/11

Parlementaire Handelingen. — Bespreking : Vergadering van 10 november 1992 — Aanneming Vergadering van 10 november 1992

(1) *Gewone zitting 1992-1993*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire Bescheiden — Wetsontwerp nr 413/16 van 12 november 1992 — Verslag nr 413/17 van 26 november 1992 van Mevr. Merckx-Van Goey

Parlementaire Handelingen — Bespreking, aanneming Vergadering van 26 november 1992

Le maître du fichier, personne morale ou association de fait dont le siège est situé à l'étranger doit désigner un représentant en Belgique auprès duquel pourront être exercés les droits visés aux articles 10 et 12.

7. Par « gestionnaire du traitement » on entend la personne physique ou morale ou l'association de fait à qui sont confiées l'organisation et la mise en œuvre du traitement.

Art. 2. Toute personne physique a droit au respect de sa vie privée et du traitement des données à caractère personnel qui la concernent.

Art. 3. § 1er. La présente loi s'applique

1° à la tenue d'un fichier manuel en Belgique,

2° à tout traitement automatisé, même si tout ou partie des opérations est effectuée à l'étranger, pourvu que ce traitement soit directement accessible en Belgique par des moyens propres au traitement.

§ 2. La présente loi ne s'applique pas

1° aux traitements des données à caractère personnel gérés par des personnes physiques qui, de par leur nature, sont destinés à un usage privé, familial ou domestique et conservent cette destination,

2° aux traitements portant exclusivement sur des données à caractère personnel qui font l'objet d'une publicité en vertu d'une disposition légale ou réglementaire,

3° aux traitements portant exclusivement sur des données à caractère personnel dont la personne à laquelle elles se rapportent assure ou fait assurer la publicité pour autant que le traitement respecte la finalité de cette publicité,

4° aux traitements de données à caractère personnel effectués conformément à la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, à l'exception de ceux qui sont visés à l'article 2, c, alinéa 2, et aux articles qui y réfèrent, ainsi qu'à l'article 5.

§ 3. Les articles 4, 6 à 10, 12, 14, 15, 17, 18, 20 et 31, § 1er à 3, ne sont pas applicables aux traitements de données à caractère personnel, nécessaires pour l'exercice de leurs missions, gérés par l'administration de la Sûreté de l'Etat du Ministère de la Justice et le Service général du renseignement et de la sécurité du Ministère de la Défense nationale.

La Commission de la protection de la vie privée est seule compétente pour assurer l'exercice du droit d'accès et de rectification de la personne concernée conformément à l'article 13.

CHAPITRE II — Collecte, enregistrement et conservation des données à caractère personnel

Art. 4. § 1er. Lorsque des données à caractère personnel sont recueillies sur le territoire belge en vue d'un traitement effectué ou non en Belgique, auprès de la personne qu'elles concernent, celle-ci doit être informée

1° de l'identité et de l'adresse du maître du fichier, de son représentant éventuel en Belgique et le cas échéant, du gestionnaire du traitement,

2° le cas échéant de la base légale ou réglementaire de la collecte des données,

3° de la finalité pour laquelle les données recueillies seront utilisées,

4° lorsqu'il s'agit d'un traitement automatisé, de la possibilité d'obtenir des renseignements complémentaires auprès du registre public visé à l'article 18,

5° de son droit d'accéder aux données et du droit de demander la rectification de celles-ci.

Le présent paragraphe n'est pas applicable aux traitements de données à caractère personnel visés à l'article 11, 2° à 4°.

§ 2. Est interdite sur le territoire belge la collecte, en vue de leur traitement en dehors de ce territoire, de données à caractère personnel dont le traitement n'est pas autorisé en Belgique en vertu des articles 6, 7 et 8.

Art. 5. Les données à caractère personnel ne peuvent faire l'objet d'un traitement que pour des finalités déterminées et légitimes et ne peuvent pas être utilisées de manière incompatible avec ces finalités. Elles doivent être adéquates, pertinentes et non excessives par rapport à ces finalités.

Art. 6. Le traitement de données à caractère personnel relatives aux origines raciales ou ethniques, à la vie sexuelle, aux opinions ou activités politiques, philosophiques ou religieuses, aux apparte-

De l'houder van het bestand, rechtspersoon of feitelijke vereniging waarvan de zetel zich in het buitenland bevindt moet een vertegenwoordiger in België aanwijzen bij dewelke de rechten bedoeld in de artikelen 10 en 12 kunnen uitgeoefend worden.

§ 7. Onder « bewerker » wordt de natuurlijke persoon of de rechtspersoon of de feitelijke vereniging verstaan aan wie de organisatie en de uitvoering van de verwerking worden toevertrouwd.

Art. 2. Iedere natuurlijke persoon heeft bij de verwerking van persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, recht op eerbiediging van zijn persoonlijke levenssfeer.

Art. 3. § 1er. Deze wet is van toepassing

1° op het houden van een manueel bestand in België,

2° op elke geautomatiseerde verwerking, ook als de bewerkingen geheel of gedeeltelijk in het buitenland worden gedaan, maar die verwerking in België rechtstreeks toegankelijk is met behulp van middelen die aan de verwerking eigen zijn.

§ 2. Deze wet is niet van toepassing op :

1° de verwerkingen van persoonsgegevens, beheerd door natuurlijke personen, die wegens hun aard bestemd zijn voor privé-, gezins- of huishoudelijk gebruik en die bestemming behouden,

2° de verwerkingen waarbij uitsluitend persoonsgegevens worden aangewend die ongevoelbaar zijn wegens de aard van de gegevens of de voorschrift van openbaarmaking vallen,

3° de verwerkingen waarbij uitsluitend persoonsgegevens worden aangewend waarvan de betrokkene de openbaarmaking verricht of doet verrichten, voor zover de verwerking de finaliteit van deze openbaarmaking eerbiedigt;

4° de verwerkingen van persoonsgegevens die overeenkomstig de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek worden verricht met uitzondering van die bedoeld in artikel 2, c, tweede lid, en in de artikelen die erop verwijzen, alsook in artikel 5.

§ 3. De artikelen 4, 6 tot 10, 12, 14, 15, 17, 18, 20 en 31, § 1 tot 3, zijn niet van toepassing op de verwerkingen van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun opdrachten, beheerd door het Bestuur Veiligheid van de Staat van het Ministerie van Justitie en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging.

Alleen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is bevoegd om de uitoefening te waarborgen van het recht van toegang en op verbetering van de betrokken persoon, overeenkomstig artikel 13.

HOOFDSTUK II — Verzameling, registratie en bewaring van persoonsgegevens

Art. 4. § 1. Indien bij een persoon op het Belgisch grondgebied persoonsgegevens worden verzameld die op hem betrekking hebben en wel, met het oog op de verwerking ervan al of niet op het Belgisch grondgebied, moet die persoon in kennis worden gesteld van

1° de identiteit en het adres van de houder van het bestand, van zijn eventuele vertegenwoordiger in België en in voorkomend geval van de bewerker,

2° in voorkomend geval van de wettelijke of réglementaire basis van de verzameling van de gegevens,

3° de doeleinde waarvoor de verzamelde gegevens zullen gebruikt worden,

4° de mogelijkheid om aanvullende inlichtingen te bekomen bij het openbaar register bedoeld in artikel 18, indien het een geautomatiseerde verwerking betreft,

5° zijn recht van toegang tot die gegevens, alsmede het recht om de verbetering ervan aan te vragen.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de verwerkingen van persoonsgegevens bedoeld in artikel 11, 2° tot 4°.

§ 2. Op het Belgisch grondgebied is verboden de verzameling, met het oog op de verwerking ervan buiten dit grondgebied, van persoonsgegevens waarvan de verwerking krachtens de artikelen 6, 7 en 8 in België niet is toegestaan.

Art. 5. Persoonsgegevens mogen slechts worden verwerkt voor duidelijk omschreven en wettige doeleinden en mogen niet worden gebruikt op een wijze die onverenigbaar is met die doeleinden. Zij dienen, uitgaande van die doeleinden, toereikend, ter zake dienend en niet overmatig te zijn.

Art. 6. De verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot het ras, de etnische afstamming, het seksueel gedrag of de overtuiging of activiteit op politiek, levensbeschouwelijk of godsdienstig

nances syndicales ou mutualistes n'est autorise qu aux fins determinees par ou en vertu de la loi

Lorsque les fins visees a l'alinéa 1er sont determinees en vertu de la loi, la Commission de la protection de la vie privée rend un avis préalable

L'alinéa 1er n'interdit pas a une association de fait ou une association dotée de la personnalité juridique de tenir un fichier de ses propres membres

Le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres après avis de la Commission de la protection de la vie privée, prévoir des conditions particulières relatives au traitement des données visees a l'alinéa 1er

Art. 7. Les données médicales a caractère personnel ne peuvent être traitées que sous la surveillance et la responsabilité d'un praticien de l'art de guérir. Sont considérées comme données médicales toutes données a caractère personnel dont on peut déduire une information sur l'état antérieur, actuel ou futur de la santé physique ou psychique, a l'exception des données purement administratives ou comptables relatives aux traitements ou aux soins médicaux

Toutefois, ces données peuvent être traitées, hors la surveillance et la responsabilité d'un praticien de l'art de guérir, avec le consentement spécial donné par écrit par l'intéressé

Les personnes qui interviennent dans le traitement de ces données ou qui y accèdent doivent être désignées nominativement par le responsable du traitement. Le contenu et l'étendue de l'autorisation d'accès sont définis pour chaque personne autorisée. Dans le registre régulièrement tenu a jour, il est fait mention des personnes désignées nominativement, ainsi que du contenu et de l'étendue de l'autorisation

Sauf dérogation prévue par ou en vertu de la loi, il est interdit de communiquer ces données a des tiers. Elles peuvent toutefois être communiquées a un praticien de l'art de guérir et a son équipe médicale moyennant consentement spécial donné par écrit par l'intéressé ou en cas d'urgence aux fins de son traitement médical

Lorsque la dérogation visée a l'alinéa 4 est prévue en vertu de la loi, la Commission de la protection de la vie privée rend un avis préalable

Art. 8. § 1er. Le traitement des données a caractère personnel n'est autorisé qu aux fins déterminées par ou en vertu de la loi lorsqu'elles ont pour objet

1° les litiges soumis aux cours et tribunaux ainsi qu aux juridictions administratives, sous réserve de l'article 15,

2° les infractions dont une personne est soupçonnée ou dans lesquelles elle est impliquée,

3° les infractions pour lesquelles une personne a été condamnée, ainsi que les peines prononcées a son égard,

4° les détentions et les mises a la disposition du Gouvernement prévues par les articles 13 et 14 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité, par l'article 380bis, 3° du Code pénal ainsi que par les articles 7, 25, 27, 54 et 67 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers,

5° les mesures d'internement et de mise a la disposition du Gouvernement ordonnées par application des lois du 9 avril 1930 et du 1er juillet 1964 de défense sociale a l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude,

6° les décisions de détention préventive prises sur la base des lois du 20 juillet 1990 relative a la détention préventive et du 30 mars 1891 concernant l'arrestation, a bord de navires belges, des individus poursuivis ou condamnés par la Justice belge,

7° les invitations a payer une somme d'argent en vue d'éteindre l'action publique pour certaines infractions prévues a l'article 216bis du Code d'Instruction criminelle,

8° les mesures prises a l'égard des mineurs par application de la loi du 8 avril 1965 relative a la protection de la jeunesse ou des décrets et ordonnances en matière de protection de la jeunesse pris par les organes visés a l'article 59bis § 2bis et 4bis de la Constitution,

9° les déchéances de la puissance parentale ainsi que les mesures d'assistance éducative prononcées ou ordonnées par les tribunaux de la jeunesse ou les chambres de la jeunesse pres les cours d'appel en application de la loi du 8 avril 1965 relative a la protection de la jeunesse

gebied, het lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds is slechts door de door of krachtens de wet vastgestelde doeleinden toegeestaan

Wanneer de doeleinden bedoeld in het eerste lid krachtens de wet worden vastgesteld, brengt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer vooraf advies uit

Het eerste lid houdt voor feitelijke verenigingen of verenigingen met rechtspersoonlijkheid niet het verbod in om een bestand bij te houden van hun eigen leden

De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bijzondere voorwaarden stellen betreffende de verwerking van de gegevens bedoeld in het eerste lid

Art. 7. De medische persoonsgegevens mogen uitsluitend onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van een beoefenaar van de geneeskunst worden verwerkt. Alle persoonsgegevens waaruit informatie kan worden afgeleid omtrent de vroegere, huidige of toekomstige fysieke of psychische gezondheidstoestand, met uitzondering van de louter administratieve of oekhoudkundige gegevens betreffende de geneeskundige behandeling of verzorging, worden als medische persoonsgegevens beschouwd

Die gegevens kunnen evenwel zonder het toezicht en buiten de verantwoordelijkheid van een beoefenaar van de geneeskunst worden verwerkt indien de betrokkene een bijzondere schriftelijke toestemming heeft verleend

De personen die betrokken zijn bij de verwerking van die gegevens of die er toegang toe hebben, moeten bij name worden aangegeven door de persoon die verantwoordelijk is voor de verwerking. De inhoud en de reikwijdte van de toegangsmachtiging worden voor iedere gemachtigde persoon vastgesteld. In het regelmatig bijgehouden register wordt melding gemaakt van de bij name vermelde personen en van de inhoud en de reikwijdte van de machtiging

Behoudens afwijking door of krachtens de wet is het verboden deze gegevens aan derden mede te delen. Met de bijzondere schriftelijke toestemming van de betrokkene of in spoedgevallen met het oog op zijn medische behandeling kunnen zij evenwel worden medegedeeld aan een beoefenaar van de geneeskunst en aan diens medische ploeg

Voor de krachtens de wet vastgestelde afwijking, bedoeld in het vierde lid, brengt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer vooraf advies uit

Art. 8. § 1 De verwerking van persoonsgegevens is slechts geoorloofd voor de door of krachtens de wet vastgestelde doeleinden wanneer die betrekking hebben op

1° de geschillen voorgelegd aan de hoven en rechtbanken, alsook aan de administratieve gerechten, onder voorbehoud van artikel 15,

2° de misdrijven waarvan een persoon wordt verdacht of waarin hij is betrokken,

3° de misdrijven waarvoor een persoon is veroordeeld, alsmede de straffen die tegen hem zijn uitgesproken,

4° de opsluiting en de terbeschikkingstelling van de Regering op grond van de artikelen 13 en 14 van de wet van 27 november 1891 tot betuiging van de bedelarij, van artikel 380bis, 3° van het Strafwetboek, alsmede van de artikelen 7, 25, 27, 54 en 67 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen,

5° de interneringsmaatregelen en terbeschikkingstellingen van de Regering op grond van de wetten van 9 april 1930 en van 1 juli 1964 tot de bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers,

6° de beslissingen inzake voorlopige hechtenis genomen op grond van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en van 30 maart 1891 betreffende de aanhouding aan boord van Belgische schepen, van door het Belgisch gerecht vervolgd of veroordeelde personen,

7° de verzoeken tot betaling van een geldsom met het oog op het verval van de strafvordering voor sommige misdrijven bedoeld in artikel 216bis van het Wetboek van Strafvordering,

8° de maatregelen die op grond van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming ten aanzien van minderjarigen zijn genomen of van de decreten en ordonnances inzake jeugdbescherming genomen door de organen bedoeld in artikel 59bis § 2bis en 4bis van de Grondwet

9° de ontzettingen uit de ouderlijke macht alsmede de maatregelen van opvoedingsbijstand die door de jeugdrechtbanken of de jeugdkamers bij de hoven van beroep op grond van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming zijn uitgesproken of gelast

10 les arrêtes de grâce les mesures d'effacement des condamnations prévues par les articles 619 et 620 du Code d'instruction criminelle ainsi que les mesures de réhabilitation prévues par les articles 621 et suivants du même Code

11° les arrêtes ordonnant la libération conditionnelle,

12° les renvois de l'armée, de la police, de la gendarmerie ou du service de l'objection de conscience,

13° les déchéances ou interdictions prononcées par les cours et tribunaux ou frappant des personnes condamnées par les cours et tribunaux,

14° La suspension du prononcé de la condamnation, ordonnée par application de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation,

15° les mesures prises à l'égard des malades mentaux par application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux,

16° les mesures ou sanctions prévues par le Roi qui sont prononcées à l'égard d'une personne

Lorsque les fins visées à l'alinéa 1er sont déterminées en vertu de la loi, la Commission de la protection de la vie privée rend un avis préalable

§ 2 Le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, prévoir des conditions particulières relatives au traitement des données visées au § 1er

§ 3 Les données visées au § 1er, alinéa 1er, 1°, peuvent faire l'objet de traitements par des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé aux seules fins de gestion de leur propre contenu

§ 4 Les données visées au § 1er, alinéa 1er, 3°, 4°, 5° et 7° à 14° peuvent faire l'objet de traitements par le casier judiciaire central tenu au Ministère de la Justice

Les données visées au § 1er, alinéa 1er, 3°, 4°, 7°, 9°, 10° et 11° peuvent faire l'objet de traitements par les casiers judiciaires communaux

§ 5 Moyennant avis préalable donné par écrit à l'intéressé, tout ou partie de données à caractère personnel énoncées au § 1er peuvent faire l'objet de traitements ou catégories de traitements par des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé, désignées par arrêtés royaux délibérés en conseil des ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée

Les arrêtés royaux énumèrent limitativement les types de données autorisées, les catégories de personnes autorisées à traiter ces données, ainsi que l'utilisation qu'elles peuvent en faire

§ 6 Les données mentionnées au § 1er peuvent être traitées sous la surveillance et la responsabilité d'un avocat, quand elles concernent les besoins de la défense des intérêts de ses clients et à condition que l'accès en soit réservé à l'avocat lui-même, à ses collaborateurs et préposés ainsi qu'à son remplaçant et son successeur

CHAPITRE III — Le droit d'information d'accès et de rectification

Art. 9. Lorsqu'une personne est enregistrée pour la première fois dans un traitement déterminé, elle en est immédiatement informée, sauf dans les cas suivants :

1° il a été fait application de l'article 4, § 1er, alinéa 1er,

2° le traitement se situe dans une relation contractuelle entre la personne concernée et le maître du fichier,

3° le traitement se situe dans une relation entre la personne concernée et le maître du fichier, réglée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance

L'information comprend les données énumérées à l'article 4 § 1er, alinéa 1er

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur avis de la Commission de la protection de la vie privée, dispenser certaines catégories de traitements de l'application du présent article ou prévoir que certaines catégories de traitements pourront s'y conformer par une procédure d'information collective dans les conditions et selon les modalités qu'il détermine

Art 10 § 1er Toute personne justifiant de son identité a le droit d'obtenir communication des données qu'un traitement contient à son sujet. Elle est avertie de la faculté d'exercer les recours prévus aux articles 12 et 14 et éventuellement de consulter le registre public prévu à l'article 18. A cette fin, l'intéressé adresse une

10° de gratiebesluiten, de maatregelen inzake uitwissing van veroordelingen bepaald in de artikelen 619 en 620 van het Wetboek van Strafvordering, alsmede de maatregelen inzake herstel in eer en rechten omschreven in de artikelen 621 en volgende van datzelfde Wetboek;

11° de besluiten die de voorwaardelijke invrijheidstelling gelasten,

12° de wegzendingen uit het leger, uit de politie, uit de rijkswacht of uit de dienst gewetensbezwaarden,

13° de vervallenverklaringen of de ontzettingen die door de hoven en rechtbanken zijn uitgesproken of die gelden ten aanzien van de door hoven en rechtbanken veroordeelde personen,

14° de opschorting van de uitspraak van de veroordeling, gelast op grond van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

15° de maatregelen genomen ten aanzien van de geesteszieken op grond van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieken;

16° de door de Koning bepaalde maatregelen of sancties die betreffende een persoon zijn uitgesproken

Wanneer de doeleinden bedoeld in het eerste lid vastgesteld worden krachtens de wet, brengt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer hierover vooraf advies uit.

§ 2 De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bijzondere voorwaarden stellen betreffende de verwerking van de gegevens bedoeld in § 1

§ 3 De gegevens bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, mogen door natuurlijke personen of door publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen uitsluitend voor het beheer van hun eigen geschillen worden verwerkt.

§ 4 De gegevens bedoeld in § 1, eerste lid, 3°, 4°, 5° en 7° tot 14° mogen door het centraal strafregister, gehouden op het Ministerie van Justitie, worden verwerkt

De gegevens bedoeld in § 1, eerste lid, 3°, 4°, 7°, 9°, 10° en 11° mogen door de gemeentelijke strafregisters worden verwerkt

§ 5 Met voorafgaande schriftelijke kennisgeving aan de betrokkene mogen de in § 1 vermelde persoonsgegevens geheel of gedeeltelijk het voorwerp zijn van verwerking van gegevens of van categorieën van verwerking van gegevens door natuurlijke personen dan wel door privaot of publiekrechtelijke personen, aangewezen bij in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

De koninklijke besluiten stellen een beperkende opsomming vast van de soorten gegevens die mogen worden opgenomen, van de categorieën van personen die gemachtigd zijn die gegevens te verwerken, alsmede van het gebruik dat zij ervan mogen maken

§ 6 De in § 1 vermelde gegevens kunnen onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van een advocaat verwerkt worden, wanneer ze de bescherming van de belangen van zijn cliënten betreffen en op voorwaarde dat alleen de advocaat, zijn medewerkers en aangeestelden, alsmede zijn plaatsvervanger en zijn opvolger daartoe toegang hebben

HOOFDSTUK III — Het recht van kennisgeving, toegang en verbetering

Art. 9. Wanneer een persoon voor het eerst in een bepaalde verwerking wordt geregistreerd, moet hem daarvan onverwijld kennis worden gegeven, behalve in de volgende gevallen

1° artikel 4, § 1, eerste lid, werd toegepast,

2° de verwerking kadert in een contractuele relatie tussen de betrokken persoon en de houder van het bestand,

3° de verwerking kadert in een relatie tussen de betrokken persoon en de houder van het bestand, geregeld door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie

In die kennisgeving worden de in artikel 4, § 1, eerste lid, opgesomde gegevens vermeld

De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, op advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bepaalde categorieën van verwerking vrijstellen van de toepassing van dit artikel of voorschrijven dat bepaalde categorieën van verwerking door een procedure van collectieve informatieverstrekking daarmee in overeenstemming kunnen worden gebracht, onder de voorwaarden en op de wijze die Hij bepaalt

Art 10 § 1 Elke persoon die zijn identiteit bewijst, heeft het recht kennis te krijgen van de hem betreffende gegevens die in een verwerking zijn opgenomen. Hij wordt in kennis gesteld van de mogelijkheid om de in de artikelen 12 en 14 bedoelde beroepen in te stellen en eventueel inzage te nemen van het in artikel 18 bedoelde

demande datee et signee au maitre du fichier ou a toute autre personne designee par le Roi

Les renseignements sont communiquees sans delai et au plus tard dans les quarante-cinq jours de la reception de la demande. Le Roi fixe le montant, les conditions et les modalites du paiement d'une redevance prealable pour couvrir les seuls frais administratifs.

§ 2 Il ne doit être donne suite a une demande qu'a l'expiration d'un delai de douze mois, a compter de la date d'une demande anterieure d'une même personne a laquelle il a ete repondu ou de la date a laquelle les donnees lui ont ete communiquees d'office

Dans des cas exceptionnels ou lorsqu'a eu lieu une modification des donnees, la Commission de la protection de la vie privée peut imposer le respect de delais inferieurs a douze mois.

§ 3. Les donnees visees a l'article 7 sont communiquees a l'interesse par l'intermediaire d'un medecin choisi par lui

Art. 11. Les articles 9 et 10, § § 1er et 2, ne s'appliquent pas :

1° aux traitements de donnees a caractere personnel rendues anonymes dans le but exclusif d'etablir et de diffuser des statistiques anonymes. Les interesses continueront a avoir acces au fichier tant que les donnees a caractere personnel n'auront pas perdu ce caractere,

2° aux traitements de donnees a caractere personnel geres par des autorites publiques en vue de l'exercice de leurs missions de police judiciaire,

3° aux traitements de donnees a caractere personnel geres par les services de police visees a l'article 3 de la loi organique du 18 juillet 1991 du controle des services de police et de renseignements, en vue de l'exercice de leurs missions de police administrative,

4° aux traitements de donnees a caractere personnel geres en vue de l'exercice de leurs missions de police administrative, par d'autres autorites publiques qui ont ete designees par arrete royal delibere en Conseil des ministres apres avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 12. § 1er Toute personne a le droit d'obtenir sans frais la rectification de toute donnee a caractere personnel inexacte qui la concerne.

Toute personne a egalement le droit d'obtenir sans frais la suppression ou l'interdiction d'utilisation de toute donnee a caractere personnel la concernant qui, compte tenu du but du traitement, est incomplete ou non pertinente ou dont l'enregistrement, la communication ou la conservation sont interdits ou encore qui a ete conservee au-dela de la periode autorisee.

§ 2 Pour exercer ce droit, l'interesse adresse une demande datee et signee au maitre du fichier ou a toute autre personne designee par le Roi

§ 3. Dans le mois a compter de la demande introduire sur base du § 2, le maitre du fichier communique les rectifications ou suppressions de donnees effectuees sur base du § 1er aux personnes auxquelles les donnees inexactes, incompletees ou non pertinentes ont ete communiquees, pour autant qu'il connaisse encore les destinataires de cette information

Le maitre du fichier conservera l'identite des destinataires de cette information pendant une periode de douze mois

Le Roi peut, apres avis de la Commission de la protection de la vie privée et par arrete delibere en Conseil des ministres, prévoir des derogations pour certaines categories de traitements.

§ 4 Le present article ne s'applique pas aux traitements de donnees a caractere personnel visees a l'article 11, 2° a 4°

Art. 13. Toute personne justifiant de son identite a le droit de s'adresser sans frais a la Commission de la protection de la vie privée pour exercer son droit d'accès et de rectification a l'égard

1° des traitements de donnees a caractere personnel visees a l'article 11, 2° a 4°.

2° des traitements geres par l'administration de la Sûreté de l'Etat du Ministère de la Justice ou par le Service general du Renseignement et de la Sécurité du Ministère de la Defense nationale

Le Roi determine apres avis de la Commission de la protection de la vie privée et par arrete delibere en Conseil des ministres les modalites d'exercice de ces droits

openbare register. Daartoe richt de betrokkene een gedagtekend en ondertekend verzoek aan de houder van het bestand of aan iedere andere persoon die de Koning aanwijst.

De inlichtingen worden onverwijld en ten laatste binnen vijftien dagen na ontvangst van het verzoek medegedeeld. De Koning bepaalt het bedrag, de voorwaarden en de wijze van betaling van een voorafgaande heffing om alleen de administratiekosten te dekken

§ 2 Aan een aanvraag moet geen gevolg worden gegeven dan na verloop van twaalf maanden, te rekenen van de dagtekening van een vroegere aanvraag van dezelfde persoon waarop is geantwoord of te rekenen van de dagtekening waarop de gegevens hem ambtshalve zijn medegedeeld.

In buitengewone gevallen of wanneer een wijziging van de gegevens heeft plaatsgevonden, kan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer verplichten dat termijnen van minder dan twaalf maanden in acht worden genomen.

§ 3 De gegevens bedoeld in artikel 7 worden aan de betrokkene medegedeeld door toedoen van een door hem gekozen geneesheer.

Art. 11. De bepalingen van de artikelen 9 en 10, § § 1 en 2, zijn niet van toepassing :

1° op de verwerkingen van persoonsgegevens die anoniem zijn gemaakt met de uitsluitende bedoeling anonieme statistieken op te maken en te verspreiden. Zolang de persoonsgegevens van individuele aard zijn, blijven de belanghebbenden toegang hebben tot het bestand

2° op de verwerkingen van persoonsgegevens beheerd door openbare overheden met het oog op de uitoefening van hun opdrachten van gerechtelijke politie;

3° op de verwerkingen van persoonsgegevens beheerd door de politiediensten bedoeld in artikel 3 van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, met het oog op de uitoefening van hun opdrachten van bestuurlijke politie;

4° op de verwerkingen van persoonsgegevens beheerd, met het oog op de uitoefening van hun opdrachten van bestuurlijke politie, door andere openbare overheden die aangewezen zijn bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 12. § 1 Eenieder is gerechtigd alle onjuiste persoonsgegevens die op hem betrekking hebben kosteloos te doen verbeteren.

Eenieder is tevens gerechtigd kosteloos de verwijdering van of het verbod op de aanwending van alle hem betreffende persoonsgegevens te bekomen die gelet op het doel van de verwerking, onvolledig of niet ter zake dienend zijn, of waarvan de registratie, de mededeling of de bewaring verboden zijn, of die na verloop van de toegestane duur zijn bewaard.

§ 2. Om dat recht uit te oefenen dient de belanghebbende een gedagtekend en ondertekend verzoek in bij de houder van het bestand of bij iedere andere persoon die de Koning aanwijst.

§ 3. Binnen een maand te rekenen van het tijdstip van indiening van het verzoek op grond van § 2, deelt de houder van het bestand de verbeteringen of verwijderingen van gegevens, gedaan op grond van § 1, mede aan de personen aan wie de onjuiste, onvolledige of niet ter zake dienende gegevens zijn medegedeeld, voor zover hij nog kennis heeft van de bestemmingen van de mededeling

De houder van het bestand bewaart de identiteit van de bestemmingen van deze mededeling gedurende een periode van twaalf maanden.

De Koning kan, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en bij een in Ministerraad overlegd besluit, voor bepaalde categorieën van verwerking in afwijkingen voorzien.

§ 4 Dit artikel is niet van toepassing op de verwerkingen van persoonsgegevens bedoeld in artikel 11, 2° tot 4°

Art. 13. Eenieder die doet blijken van zijn identiteit, is gerechtigd zich kosteloos tot de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te wenden, teneinde zijn recht van toegang en op verbetering uit te oefenen ten aanzien van

1° de verwerkingen van persoonsgegevens bedoeld in artikel 11, 2° tot 4°.

2° de verwerkingen van gegevens beheerd door het bestuur van de Staat van het Ministerie van Justitie of door de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging

De Koning bepaalt na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en bij een in Ministerraad overlegd besluit de wijze waarop de gegevens worden uitgerekend

La Commission de la protection de la vie privée communique uniquement à l'intéressé qu'il a été procédé aux vérifications nécessaires.

Art. 14. § 1er Le président du tribunal de première instance, siégeant comme en référé, connaît de toute demande relative au droit accordé par ou en vertu de la loi, d'obtenir communication de données à caractère personnel, et de toute demande tendant à faire rectifier, supprimer ou interdire d'utiliser toute donnée à caractère personnel inexacte ou, compte tenu du but du traitement, incomplète ou non pertinente, dont l'enregistrement, la communication ou la conservation sont interdits ou encore qui a été conservée au-delà de la période autorisée.

§ 2 Le président du tribunal du domicile du requérant est compétent pour les demandes visées au § 1er. Si le requérant n'a pas de domicile en Belgique, le président du tribunal du domicile du maître du fichier, personne physique, est compétent. Si le maître du fichier est une personne morale, le président du tribunal du siège social ou du siège administratif est compétent.

L'ordonnance est prononcée en audience publique. Elle est exécutoire par provision, nonobstant appel ou opposition.

§ 3 La demande est introduite par requête contradictoire.

La requête contient à peine de nullité

1° l'indication des jour, mois et an,

2° les nom, prénom, profession et domicile du requérant,

3° les nom, prénom et domicile de la personne à convoquer

4° l'objet de la demande et l'exposé sommaire des moyens,

5° la signature du requérant ou de son avocat.

§ 4 La requête est envoyée par lettre recommandée à la poste au greffier de la juridiction ou déposée au greffe.

Après que le cas échéant, les droits de mise au rôle ont été payés, les parties sont convoquées par le greffier sous pli judiciaire, à comparaître à l'audience fixée par le juge. Une copie de la requête est jointe à la convocation.

§ 5 L'action fondée sur le § 1er n'est recevable que si la demande visée à l'article 10, § 1er, ou celle visée à l'article 12, § 2, a été rejetée ou si il n'y a pas été donné suite dans les quarante-cinq jours.

§ 6 Si des données inexactes, incomplètes ou non pertinentes, ou dont la conservation est interdite, ont été communiquées à des tiers, ou si une communication de données a eu lieu après l'expiration de la période durant laquelle la conservation de ces données était autorisée, le président du tribunal peut ordonner au maître du fichier d'informer ces tiers de la rectification ou de la suppression de ces données.

§ 7 Lorsqu'il existe des motifs impérieux de craindre la dissimulation ou la disparition des éléments de preuve pouvant être invoqués à l'appui d'une action prévue au § 1er, le président du tribunal de première instance, saisi par voie de requête unilatérale, signée et présentée par la partie ou son avocat, ordonne toute mesure de nature à éviter cette dissimulation ou cette disparition.

§ 8 Les dispositions des §§ 6 et 7 ne limitent en rien la compétence générale dont dispose en la matière le président du tribunal de première instance, siégeant en référé.

Art. 15. Des la réception de la demande tendant à faire rectifier, supprimer ou interdire d'utiliser ou de divulguer des données à caractère personnel ou des la notification de l'introduction de l'instance visée à l'article 14 et jusqu'à ce qu'une décision soit coulée en force de chose jugée, le maître du fichier doit indiquer clairement, lors de toute communication d'une donnée à caractère personnel que celle-ci est contestée.

CHAPITRE IV — De la gestion des traitements de données à caractère personnel

Art. 16 § 1er Le maître du fichier ou le cas échéant son représentant en Belgique est tenu

1° d'établir pour chaque traitement automatisé un état ou sont consignés la nature des données traitées le but du traitement les rapprochements les interconnexions et les consultations, ainsi que les personnes ou les catégories de personnes à qui les données à caractère personnel sont transmises.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer deelt uitsluitend aan de betrokkene mede dat de nodige verificaties werden verricht.

Art. 14. § 1 De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zitting houdende zoals in kort geding, neemt kennis van de vorderingen betreffende het door of krachtens de wet verleende recht om kennis te krijgen van persoonsgegevens, alsook van de vorderingen tot verbetering, tot verwijdering of tot het verbieden van de aanwending van onjuiste persoonsgegevens of die gelet op het doel van de verwerking onvolledig of niet ter zake dienend zijn dan wel waarvan de registratie de mededeling of de bewaring verboden is of die langer bewaard werden dan de toegestane duur.

§ 2 De voorzitter van de rechtbank van de woonplaats van de eiser is bevoegd voor de in § 1 bedoelde vorderingen. Indien de eiser geen woonplaats in België heeft, is de voorzitter van de rechtbank van de woonplaats van de houder van het bestand die een natuurlijke persoon is, bevoegd. Indien de houder van het bestand een rechtspersoon is, is de voorzitter van de rechtbank van de maatschappelijke of administratieve zetel bevoegd.

De beschikking wordt in openbare rechtszitting uitgesproken. Zij is uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande hoger beroep of verzet.

§ 3 De vordering wordt ingediend bij verzoekschrift op tegenspraak.

Het verzoekschrift vermeldt op straffe van nietigheid

1° de dag, de maand en het jaar,

2° de naam, de voornaam, het beroep en de woonplaats van de eiser,

3° de naam, de voornaam en de woonplaats van de op te roepen persoon,

4° het voorwerp van de vordering en de korte samenvatting van de middelen,

5° de handtekening van de eiser of van zijn advocaat.

§ 4 Het verzoekschrift wordt bij ter post aangetekende brief toegezonden aan de griffier van het gerecht of ter griffie neergelegd.

Nadat, in voorkomend geval de rolrechten zijn betaald worden de partijen door de griffier bij gerechtsbrief opgeroepen om te verschijnen op de zitting die de rechter bepaalt. Bij de oproeping wordt een afschrift van het verzoekschrift gevoegd.

§ 5 De op grond van § 1 ingestelde vordering is pas ontvankelijk als het verzoek, bedoeld in artikel 10, § 1, of dat bedoeld in artikel 12, § 2, is afgewezen of als daaraan binnen vijftienveertig dagen geen gevolg is gegeven.

§ 6 Indien onjuiste, onvolledige of niet ter zake dienende gegevens of gegevens waarvan de bewaring verboden is aan derden zijn medegedeeld, dan wel wanneer een mededeling van gegevens heeft plaatsgehouden na verloop van de tijd waarin de bewaring van die gegevens toegelaten is, kan de voorzitter van de rechtbank gelasten dat de houder van het bestand aan die derden van de verbetering of de verwijdering van die gegevens kennis geeft.

§ 7 Wanneer dwingende redenen de vrees doen rijzen dat bewijsmateriaal dat kan worden aangevoerd bij een in § 1 bedoelde vordering zou kunnen worden verheeld of verdwijnen, gelast de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg op eenzijdig verzoekschrift, ondertekend en ingediend door de partij of haar advocaat, elke maatregel ter voorkoming van die verheeling of verdwijning.

§ 8 De bepalingen van de §§ 3 en 7 houden geen beperking in van de algemene bevoegdheid ter zake van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zetelend in kort geding.

Art. 15. Onmiddellijk bij het ontvangen van het verzoek tot verbetering, verwijdering of verbod van gebruik of bekendmaking van persoonsgegevens of bij de kennisgeving van de instelling van het geding bedoeld in artikel 14 en tot een beslissing in kracht van gewijsde is getreden, dient de houder van het bestand bij elke mededeling van een persoonsgegeven duidelijk aan te geven dat het gegeven betwist is.

HOOFDSTUK IV — beheer over de verwerking van persoonsgegevens

Art. 16 § 1 De houder van het bestand of, in voorkomend geval zijn vertegenwoordiger in België moet

1° voor elke geautomatiseerde verwerking een staat opmaken waarin worden vermeld de aard van de verwerkte gegevens het doel van de verwerking de onderlinge verbanden de onderlinge verbandingen en de raadplegingen alsmede de personen of de categorieën van personen aan wie de persoonsgegevens worden doorgegeven.

2° de s'assurer de la conformité de la conformité des programmes servant au traitement automatisé des données à caractère personnel avec les termes de la déclaration visée à l'article 17 ainsi que la régularité de leur application,

3° de faire toute diligence pour tenir les données à jour, pour rectifier ou supprimer les données inexacts, incomplètes, ou non pertinentes, ainsi que celles obtenues ou traitées en méconnaissance des articles 4 à 8,

4° de veiller à ce que l'accès au traitement soit limité aux seules personnes qui en raison de leurs fonctions ou pour les besoins du service, ont directement accès aux informations enregistrées, à ce que ces personnes ne puissent effectuer des modifications, des ajouts, des effacements des lectures, des rapprochements ou des interconnexions non prévus, non autorisés ou interdits,

5° de veiller à ce que les données à caractère personnel ne puissent être communiquées qu'aux catégories de personnes admises à y accéder

§ 2 Le maître du fichier est également tenu de faire connaître aux personnes visées au § 1er, 4°, les dispositions de la présente loi, ainsi que toutes autres prescriptions relatives aux exigences particulières de la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et ayant rapport avec la finalité du traitement

§ 3 Afin de garantir la sécurité des données à caractère personnel, maître du fichier ou, le cas échéant son représentant en Belgique, doit prendre les mesures techniques et organisationnelles requises pour protéger les fichiers contre la destruction accidentelle ou non autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que contre la modification, l'accès et tout autre traitement non autorisé de données à caractère personnel

Ces mesures doivent assurer un niveau de protection adéquat, compte tenu, d'une part, de l'état de la technique en la matière et des frais qu'entraîne l'application de ces mesures et, d'autre part de la nature des données à protéger et des risques potentiels

Sur avis de la Commission de la protection de la vie privée le Roi peut édicter des normes appropriées en matière de sécurité informatique pour toutes ou certaines catégories de traitements

CHAPITRE V — Déclaration préalable et publicité des traitements

Art. 17. § 1er Avant la mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel, une déclaration est faite auprès de la Commission de la protection de la vie privée, par le maître du fichier

§ 2 La Commission adresse dans les trois jours ouvrables un accusé de réception de la déclaration

Si la déclaration est incomplète, la Commission en informe le déclarant.

§ 3 La déclaration doit mentionner

1° la date de la déclaration et, le cas échéant, la mention de la loi, du décret, de l'ordonnance ou de l'acte réglementaire décidant la création du traitement automatisé,

2° les nom, prénoms et adresse complète ou la dénomination et le siège du maître du fichier et, le cas échéant, de son représentant en Belgique,

3° les nom, prénoms et adresse complète ou la dénomination et le siège du gestionnaire du traitement automatisé,

4° la dénomination du traitement automatisé,

5° le but poursuivi par le traitement automatisé,

6° les catégories de données à caractère personnel qui sont traitées avec une description particulière des données visées aux articles 6 à 8,

7° les catégories de personnes admises à obtenir les données

8° les garanties dont doit être entourée la communication des données aux personnes visées au 7°,

9° les moyens par lesquels les personnes qui font l'objet des données en seront informées, le service auprès duquel s'exercera le droit d'accès et les mesures prises pour faciliter l'exercice de ce droit

10° la période au delà de laquelle les données ne peuvent plus le cas échéant être gardées utilisées ou diffusées

§ 4 Dans le cadre de ses pouvoirs de contrôle et d'enquête prévus à l'article 31 et 32 la Commission de la protection de la vie privée a le pouvoir d'exiger d'autres éléments d'information notamment

2° zich ervan vergewissen of programma's voor de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens in overeenstemming zijn met de vermeldingen in de aangifte waarvan sprake is in artikel 17 en dat er geen wederrechtelijk gebruik van wordt gemaakt,

3° er nauwlettend over waken dat de gegevens worden bijgewerkt, dat de onjuiste, onvolledige en niet ter zake dienende gegevens, alsmede die welke zijn verkregen of verwerkt in strijd met de artikelen 4 tot 8, worden verbeterd of verwijderd,

4° ervoor zorgen dat de toegang tot de verwerking beperkt blijft tot de personen die uit hoofde van hun taak of voor de behoeften van de dienst rechtstreeks toegang hebben tot de geregistreerde informatie en dat voor die personen het wijzigen, het toevoegen, het uitwissen of het lezen van gegevens, alsmede het tot stand brengen van onderlinge verbanden of onderlinge verbindingen onmogelijk is, indien zodanige bewerkingen niet voorgeschreven, niet toegestaan of verboden zijn,

5° ervoor zorgen dat de persoonsgegevens alleen kunnen worden medegedeeld aan de categorieën van personen die gerechtigd zijn toegang te hebben

§ 2 De houder van het bestand moet voorts aan de in § 1, 4°, bedoelde personen kennisgeven van de bepalingen van deze wet, alsmede van alle andere voorschriften in verband met de bijzondere vereisten inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer die bij het verwerken van persoonsgegevens worden gesteld en die betrekking hebben op het doel van de verwerking

§ 3 Om de veiligheid van de persoonsgegevens te waarborgen, moet de houder van het bestand, of in voorkomend geval zijn vertegenwoordiger in België de gepaste technische en organisatorische maatregelen treffen, die nodig zijn voor de bescherming van de bestanden tegen toevallige of ongeoorloofde vernietiging, tegen toevallig verlies, evenals tegen de wijziging van of de toegang tot, en iedere andere niet toegelaten verwerking van persoonsgegevens

Deze maatregelen moeten een passend beveiligingsniveau verzekeren, rekening houdend enerzijds, met de stand van de techniek terzake en de kosten voor het toepassen van de maatregelen en, anderzijds, met de aard van de te beveiligen gegevens en de potentiële risico's

Op advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer kan de Koning voor alle of voor bepaalde categorieën van verwerkingen aangepaste normen inzake informatieveiligheid uitvaardigen

HOOFDSTUK V — Voorafgaande aangifte en openbaarheid van de verwerkingen

Art. 17. § 1 Alvorens een geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens wordt gestart, wordt daarvan bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer aangifte gedaan door de houder van het bestand

§ 2 De Commissie doet binnen drie werkdagen een ontvangstbewijs van de aangifte geworden

Indien de aangifte onvolledig is, moet de Commissie de aangever daarvan op de hoogte brengen

§ 3 Deze aangifte moet vermijden

1° de datum van de aangifte en in voorkomend geval, de wet, het decreet of de ordonnantie of de reglementaire akte waarbij de geautomatiseerde verwerking wordt ingesteld,

2° de naam, de voornamen en het volledig adres of de benaming en de zetel van de houder van het bestand en in voorkomend geval van zijn vertegenwoordiger in België,

3° de naam, de voornamen en het volledig adres of de benaming en de zetel van de bewerker,

4° de benaming van de geautomatiseerde verwerking

5° het doel van de geautomatiseerde verwerking,

6° de categorieën van de verwerkte persoonsgegevens met een bijzondere beschrijving van de gegevens bedoeld in de artikelen 6 tot 8,

7° de categorieën van personen die gerechtigd zijn de gegevens te verkrijgen,

8° de waarborgen die aan de mededeling van gegevens van de in 7° bedoelde personen verbonden moeten zijn

9° de wijze waarop de personen op wie de gegevens betrekking hebben daarvan in kennis worden gesteld de dienst waarbij het recht op toegang kan worden uitgeoefend en de maatregelen genomen om de uitoefening van dat recht te vergemakkelijken

10° de termijn waarna in voorkomend geval de gegevens niet meer mogen bewaard gebruikt of verspreid worden

§ 4 In het kader van haar controle en onderzoeksbegrip bedoeld in artikel 31 en 32 is de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gemachtigd tot het opsporen van andere

l'origine des données a caractère personnel, la technique d'automatisation choisie et les mesures de sécurité prévues

§ 5 Chaque traitement automatisé doit faire l'objet d'une déclaration

§ 6 En outre, si les données traitées sont destinées, même occasionnellement, à faire l'objet d'une transmission vers l'étranger, quel que soit le support utilisé, la déclaration doit mentionner

- 1° les catégories de données qui font l'objet de la transmission,
- 2° pour chaque catégorie de données, le pays de destination

Les indications visées à l'alinéa 1er doivent être mentionnées dans la déclaration, même si les opérations de traitement sont effectuées en Belgique à partir d'opérations réalisées à l'étranger

§ 7 La suppression d'un traitement automatisé ou toute modification d'une des indications énumérées aux §§ 3 et 6 doit faire l'objet, selon le cas, d'une notification ou d'une déclaration préalable

§ 8 Sur proposition ou sur avis de la Commission de la protection de la vie privée, le Roi peut exempter d'une déclaration les catégories de traitements automatisés de données à caractère personnel qui ne présentent manifestement pas de risque d'atteinte à la vie privée ou autoriser pour ces traitements l'établissement d'une déclaration réduite à certaines mentions

§ 9 Lors de l'accomplissement d'une déclaration, le maître du fichier est tenu de verser une contribution au comptable institué auprès de la Commission de la protection de la vie privée conformément aux dispositions des lois sur la comptabilité de l'Etat. Le Roi règle le montant de cette contribution, qui ne peut excéder la somme de dix mille francs, en fonction du type de déclaration et de l'importance du traitement déclaré. Il règle également les modalités selon lesquelles elle doit être acquittée

Art. 18. Il est tenu auprès de la Commission de la protection de la vie privée un registre des traitements automatisés de données à caractère personnel

L'inscription au registre contient les indications visées à l'article 17, §§ 3 et 6

Ce registre est accessible au public selon les modalités arrêtées par le Roi

Le numéro d'identification du traitement dans ce registre devra figurer sur toute pièce qui en matérialisera l'usage

Art. 19. Lorsque la Commission de la protection de la vie privée estime qu'un fichier manuel est susceptible de porter atteinte à la vie privée, elle peut soit d'office, soit sur requête d'une personne concernée enjoindre au maître du fichier de lui communiquer tout ou partie des informations énumérées à l'article 17

Art. 20. Lorsqu'un système spécifique d'autorisations ou de déclarations préalables de traitements de données prévoyant la mise à disposition d'un comité de surveillance particulier des informations visées à l'article 17, §§ 3 et 6 et l'inscription dans un registre public des informations visées à l'article 17, §§ 3 et 6, est prévu par ou en vertu de la loi, les obligations visées aux articles 17, 18 et 19 sont réputées accomplies lorsque l'ensemble de ces informations est tenu de façon permanente à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

L'article 17, § 9 est applicable

CHAPITRE VI — Des interconnexions de traitements et des flux transfrontaliers de données

Art. 21. Les rapprochements, interconnexions ou tout autre forme de mise en relation de données à caractère personnel faisant l'objet de traitements peuvent être, en vue d'assurer le droit au respect de la vie privée, interdits ou réglementés selon les modalités fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, sur proposition ou après avis de la Commission de la protection de la vie privée

Art. 22. Sans préjudice des Conventions internationales auxquelles la Belgique est partie, la transmission entre le territoire belge et l'étranger sous quelque forme que ce soit, de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement peut, en vue d'assurer le droit au respect de la vie privée, soit être interdite, soit être soumise à une autorisation préalable, soit être réglementée

gegevens, met name de oorsprong van de persoonsgegevens, de gekozen automatiseringstechniek en de voorziene beveiligingsmaatregelen

§ 5 Voor elke geautomatiseerde verwerking is een aangifte vereist

§ 6 Wanneer de verwerkte gegevens, zelfs occasioneel, bestemd zijn om naar het buitenland te worden doorgezonden, moet, ongeacht de gebruikte gegevensdrager daarenboven in de aangifte worden vermeld

- 1° de categorieën van gegevens die worden doorgezonden,

- 2° voor elke categorie van gegevens, het land van bestemming

De in het eerste lid bedoelde vermeldingen moeten in de aangifte worden opgenomen, ook wanneer de verwerking van de gegevens in België geschiedt met als uitgangspunt bewerkingen die in het buitenland zijn uitgevoerd

§ 7 Ingeval aan een geautomatiseerde verwerking een einde wordt gemaakt of enige vermelding voorgeschreven bij de §§ 3 en 6 wordt gewijzigd, moet daarvan naar gelang van het geval voorafgaandelijk kennis worden gegeven of aangifte worden gedaan

§ 8 Op voordracht of op advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer kan de Koning bepaalde soorten geautomatiseerde verwerkingen van persoonsgegevens die kennelijk geen gevaar inhouden op het gebied van de schending van de persoonlijke levenssfeer, van die aangifte vrijstellen of toestaan dat voor die verwerkingen een tot bepaalde vermeldingen beperkte aangifte wordt gedaan

§ 9 De houder van het bestand is gehouden op het ogenblik van de verrichting van de aangifte een bijdrage te storten aan de rekenplichtige aangesteld bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, overeenkomstig de bepalingen van de wetten op de Rijkscomptabiliteit. De Koning stelt het bedrag van deze bijdrage die tienduizend frank niet mag overschrijden, vast op grond van de aard van de aangifte en van de belangrijkheid van de opgegeven verwerking. Hij regelt tevens de modaliteiten voor de betaling ervan

Art. 18. Bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wordt een register gehouden van de geautomatiseerde verwerkingen van persoonsgegevens

Bij de inschrijving in dat register moeten de gegevens bedoeld in artikel 17, §§ 3 en 6 worden opgenomen

Dat register staat ter inzage van eenieder op de wijze door de Koning bepaald

Het identificatienummer van de verwerking in dat register moet vermeld staan op ieder stuk waarvoor ze gebruikt is

Art. 19. Wanneer de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer meent dat een manueel bestand een mogelijke schending van de persoonlijke levenssfeer inhoudt, kan zij hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van een betrokkene de houder van het bestand opleggen haar mededeling te verstrekken van het geheel of een gedeelte van de inlichtingen opgesomd in artikel 17

Art. 20. Indien door of krachtens een wet wordt voorzien in een specifiek systeem van voorafgaande machtigingen of aangiften van verwerkingen van gegevens, dat voorziet in het ter beschikking stellen van een bijzonder toezichtcomité van de inlichtingen vermeld in artikel 17, §§ 3 en 6 en in het inschrijven in een openbaar register van de vermeldingen bedoeld in artikel 17, §§ 3 en 6, wordt geacht aan de verplichtingen van de artikelen 17, 18 en 19 te zijn voldaan wanneer het geheel van deze informatie op permanente wijze ter beschikking wordt gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Artikel 17, § 9 is van overeenkomstige toepassing

HOOFDSTUK VI — Onderlinge verbindingen van verwerkingen en grensoverschrijdend verkeer van gegevens

Art. 21. De onderlinge verbanden, onderlinge verbindingen of enige andere wijze van in relatie brengen van persoonsgegevens die het voorwerp zijn van verwerkingen kunnen, ter vrijwaring van het recht op eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer, worden verboden of geregeld op de wijze bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op voorstel of na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Art. 22. Onverminderd de internationale overeenkomsten waarbij België partij is kan de overdracht van verwerkte persoonsgegevens in enigerlei vorm tussen het Belgisch grondgebied en het buitenland hetzij verboden worden hetzij onderworpen worden aan een voorafgaande vergunning hetzij gereguleerd worden met het oog op de vrijwaring van het recht op eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer

L'interdiction, l'autorisation préalable ou la réglementation de la transmission de ces données entre le territoire belge et l'étranger, sont fixées selon les modalités déterminées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée

CHAPITRE VII — La Commission de la protection de la vie privée

Art. 23. Il est institué auprès du Ministère de la Justice une commission indépendante appelée « Commission de la protection de la vie privée », composée de membres de droit désignés par les comités de surveillance institués par des lois particulières et de membres, parmi lesquels le Président, désignés tantôt par la Chambre des Représentants, tantôt par le Sénat.

Le siège de la Commission est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale

Art. 24. § 1er Outre les membres de droit, la Commission comprend huit membres effectifs dont un magistrat qui en assume la présidence, et huit membres suppléants dont un magistrat. Ce nombre peut toutefois être augmenté par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres de façon à ce que le nombre des membres de droit ne puisse dépasser la moitié du nombre total des membres. Un comité de surveillance ne peut être représenté dans la Commission par plus de deux membres

§ 2 La Commission est composée d'un nombre égal de membres d'expression française et de membres d'expression néerlandaise

§ 3 Les membres désignés par la Chambre ou le Sénat sont élus pour un terme de six ans, renouvelable, sur des listes comprenant, pour chaque mandat à pourvoir, deux candidats, présentés par le Conseil des ministres. Ils peuvent être relevés de leur charge par la Chambre qui les a nommés en cas de manquement à leurs devoirs ou d'atteinte à la dignité de leur fonction.

Les membres, désignés par la Chambre ou le Sénat, doivent offrir toutes les garanties leur permettant d'exercer leur mission avec indépendance et toutes les garanties de compétence à l'égard des systèmes d'information

La Commission est composée de telle façon qu'il existe dans son sein un équilibre entre les différents groupes socio-économiques

Outre le Président, la Commission comprend au moins, parmi les membres effectifs et parmi les membres suppléants, un juriste, un informaticien, une personne pouvant justifier d'une expérience professionnelle dans la gestion de données à caractère personnel relevant du secteur privé, et une personne pouvant justifier d'une expérience professionnelle dans la gestion de données à caractère personnel relevant du secteur public.

§ 4 Pour être nommés et rester Président ou membre, effectif ou suppléant, les candidats doivent remplir les conditions suivantes

- 1° être Belge,
- 2° jouir de leurs droits civils et politiques;
- 3° ne pas être membre du Parlement européen ou des Chambres législatives, ni d'un Conseil de Communauté ou d'un Conseil régional

§ 5 Dans les limites de leurs attributions, le Président et les membres ne reçoivent d'instructions de personne. Ils ne peuvent être relevés de leur charge à l'occasion des opinions qu'ils émettent ou des actes qu'ils accomplissent pour remplir leurs fonctions.

§ 6 Il est interdit aux membres de la Commission d'être présents lors de la délibération sur les objets pour lesquels ils ont un intérêt personnel ou direct ou pour lesquels leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ont un intérêt personnel ou direct.

Art. 25. En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre effectif ainsi qu'en cas de vacance de son mandat, il est remplacé par son suppléant

Le membre effectif ou suppléant dont le mandat prend fin avant l'expiration du terme de six ans est remplacé selon les procédures prévues à l'article 24 par un membre effectif ou suppléant élu pour le terme restant à courir.

Art. 26. Le Président de la Commission exerce ses fonctions à temps plein

Pendant la durée de son mandat, il ne peut exercer aucune autre activité professionnelle. La Chambre qui l'a nommé peut accorder des dérogations à cette incompatibilité à condition qu'elles n'empêchent pas l'intéressé d'accomplir convenablement sa mission

De voorschriften betreffende het verbod, de voorafgaande vergunning en de reglementering met betrekking tot de overdracht van die gegevens tussen het Belgisch grondgebied en het buitenland worden vastgesteld op de wijze bepaald bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

HOOFDSTUK VII — Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Art. 23. Bij het Ministerie van Justitie wordt een onafhankelijke Commissie ingesteld, « Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer » genaamd, die samengesteld is uit leden van rechtswege, aangewezen door bij bijzondere wetten ingestelde toezichtscomités, en uit leden, onder wie de Voorzitter, die om beurten door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en door de Senaat worden aangewezen.

De zetel van de Commissie is gevestigd in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 24. § 1 Benevens de leden van rechtswege bestaat de Commissie uit acht leden, onder wie een magistraat die het voorzitterschap waarnaemt, en acht plaatsvervangende leden onder wie een magistraat. De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit het aantal leden evenwel op zodanige wijze verhogen dat het aantal leden van rechtswege niet hoger is dan de helft van het totale aantal leden. Een toezichtscomité mag in de Commissie door niet meer dan twee leden worden vertegenwoordigd

§ 2 De Commissie bestaat uit een gelijk aantal Nederlandstalige en Franstalige leden

§ 3 De door de Kamer en de Senaat aangewezen leden worden gekozen voor een hernieuwbare termijn van zes jaar op door de Ministerraad voorgedragen lijsten die voor ieder te bekleden mandaat twee kandidaten bevatten. Zij kunnen door de Kamer die hen heeft aangewezen, van hun opdracht worden ontheven wegens tekortkomingen in hun taken of wegens inbreuk op de waardigheid van hun ambt

De leden, aangewezen door de Kamer of de Senaat, moeten alle waarborgen bieden met het oog op een onafhankelijke uitoefening van hun opdracht, alsmede volledig bevoegd zijn op het stuk van de informatiesystemen

De Commissie is op zodanige wijze samengesteld dat in haar midden een evenwicht bestaat tussen de verschillende sociaal-economische groepen.

Benevens de Voorzitter, bevat de Commissie, onder haar vaste leden en onder haar plaatsvervangende leden, ten minste een jurist, een informaticus, een persoon die beroepservaring in het beheer van persoonsgegevens afhangende van de private sector kan voorleggen en een persoon die beroepservaring in het beheer van persoonsgegevens afhangende van de openbare sector kan voorleggen

§ 4 Om tot Voorzitter of vast, dan wel plaatsvervangend lid van de Commissie te worden benoemd en het te blijven, moeten de kandidaten aan de volgende voorwaarden voldoen

- 1° Belg zijn,
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten,
- 3° geen lid zijn van het Europees parlement of van de Wetgevende Kamers, noch van een Gemeenschaps- of Gewestraad

§ 5 Binnen de perken van hun bevoegdheden krijgen de Voorzitter en de leden van niemand onderrichtingen. Zij kunnen niet van hun mandaat worden ontheven voor meningen die zij uiten of daden die zij stellen bij het vervullen van hun functie

§ 6 Het is de leden van de Commissie verboden tegenwoordig te zijn bij een beraadslaging over zaken waarbij zij een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben of waarbij hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben.

Art. 25. Wanneer een vast lid verhinderd is of afwezig alsmede in het geval dat zijn mandaat openvalt, wordt het lid vervangen door zijn plaatsvervanger

Het vast of het plaatsvervangend lid waarvan het mandaat een einde neemt voor het verstrijken van de termijn van zes jaar wordt volgens de in artikel 24 bedoelde procedures vervangen door een vast of een plaatsvervangend lid dat voor de rest van de termijn wordt gekozen

Art. 26. De Voorzitter van de Commissie oefent zijn functie voltijds uit

Tijdens de duur van zijn mandaat mag hij geen andere beroepsbezigheid uitoefenen. De Kamer die hem heeft benoemd kan afwijkingen op die onvermijdbaarheid toestaan op voorwaarde dat ze de betrokkene niet beletten zijn opdracht naar behoren te vervullen

Il est pourvu a son remplacement comme magistrat par une nomination en surnombre. Si l s agit d un chef de corps, il est pourvu a son remplacement par la nomination en surnombre d un magistrat au rang immediatement inferieur.

Il jouit d un traitement egal a celui de Premier Avocat general pres la Cour de cassation, ainsi que des augmentations et avantages y afferents.

Il retrouve sa place sur la liste de rang des la cessation de son mandat.

Art. 27. Avant leur entree en fonction, le President et les membres effectifs ou suppliants prêtent entre les mains, selon le cas, du President de la Chambre des Representants ou du President du Senat, le serment suivant

« Je jure de remplir en toute conscience et impartialite les devoirs de ma charge »

Art. 28. La Commission de la protection de la vie privée établit son règlement d ordre interieur dans le mois de son installation. Il est communiqué aux Chambres legislatives.

La Commission ne delibere valablement que si la majorite de ses membres au moins est presente. Elle decide a la majorite absolue. En cas de parite des voix, la voix du President ou, s il est empeche, de son suppleant est preponderante.

Art. 29. § 1er La Commission emet soit d initiative, soit sur demande du Gouvernement, des Chambres legislatives, des Executifs communautaires ou regionaux, des Conseils de commune ou regionaux, du College reuni ou de l Assemblée reunie vises a l article 60 de la loi speciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ou d un comite de surveillance, des avis sur toute question relative a l application des principes fondamentaux de la protection de la vie privée dans le cadre de la presente loi, ainsi que des lois contenant des dispositions relatives a la protection de la vie privée a l egard des traitements de donnees a caractere personnel.

§ 2 Toute demande est adressee a la Commission par pli recommande a la poste.

Sauf si la loi en dispose autrement, la Commission emet ses avis dans un delai de soixante jours apres que toutes les donnees necessaires a cet effet lui auront ete communiquees.

§ 3 Dans les cas ou l avis de la Commission est requis par ou en vertu d une loi, d un decret ou d une ordonnance, il peut etre deroge a cette obligation lorsque l avis n a pas ete rendu dans le delai prevu au paragraphe 2.

Dans les cas ou l avis de la Commission est requis par une disposition de la presente loi, a l exception de l article 11, le delai vise au § 2 est reduit a quinze jours au minimum dans des cas d urgence specialement motives.

§ 4 Les avis de la Commission sont motives.

§ 5 La Commission communique son avis a l autorite concernee.

Une copie de l avis est adressee au Ministre de la Justice.

Dans les cas ou l avis de la Commission est requis, l avis doit etre publie au *Moniteur belge* en meme temps que l acte reglementaire auquel il se rapporte.

Art. 30. § 1er La Commission peut emettre, soit d initiative, soit sur demande du Gouvernement, des Chambres legislatives, des Executifs communautaires ou regionaux, des Conseils de Commune ou regionaux, du College reuni ou de l Assemblée reunie vises a l article 60 de la loi speciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ou d un comite de surveillance, des recommandations sur toute question relative a l application des principes fondamentaux de la protection de la vie privée dans le cadre de la presente loi, ainsi que des lois contenant des dispositions relatives a la protection de la vie privée a l egard des traitements de donnees a caractere personnel.

§ 2 Avant d adresser une recommandation au maitre d un fichier la Commission lui donne l occasion de faire connaitre son point de vue.

§ 3 Les recommandations de la Commission sont motivees. Une copie de chaque recommandation est transmise au Ministre de la Justice.

Art. 31. § 1er Sans prejudice de toute action devant les tribunaux et sauf si la loi en dispose autrement, la Commission examine les plaintes signees et datees qui lui sont adressees. Ces plaintes peuvent avoir trait a sa mission de protection de la vie privée a

In zijn vervanging als magistraat wordt voorzien door een benoeming in overtal. Wanneer het een korpchef betreft wordt in zijn vervanging voorzien door de benoeming in overtal van een magistraat tot de onmiddellijk lagere rang.

Hij geniet een wedde die gelijkstaat met die van eerste-advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie, alsmede de daaraan verbonden verhogingen en voordelen.

Hij neemt zijn plaats op de ranglijst weer in van het ogenblik af dat hij zijn mandaat neerlegt.

Art. 27. Alvorens hun ambt te aanvaarden, leggen de Voorzitter en de vaste of de plaatsvervangende leden, naar gelang van het geval, in handen van de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Voorzitter van de Senaat de volgende eed af.

« Ik zweer de plichten van mijn opdracht gewetensvol en onpartijdig te vervullen »

Art. 28. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer moet binnen een maand na haar instelling, haar reglement van orde opstellen. Het wordt medegedeeld aan de Wetgevende Kamers.

De Commissie beraadslaagt slechts dan op geldige wijze, wanneer ten minste de meerderheid van haar leden aanwezig is. Zij beslist bij volstreekte meerderheid. Bij staking van de stemmen is de stem van de Voorzitter of bij diens afwezigheid, van zijn plaatsvervanger doorslaggevend.

Art. 29. § 1 De Commissie dient van advies, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van de Regering, van de Wetgevende Kamers, van de Gemeenschaps- of Gewestexecutieven, van de Gemeenschaps- of Gewestraden, van het Verenigd College of van de Verenigde Vergadering bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, of van een toezichtscomité, omtrent iedere aangelegenheid die betrekking heeft op de toepassing van de grondbeginselen van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, in het kader van deze wet en van de wetten die bepalingen bevatten inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

§ 2 Elk verzoek wordt bij de Commissie ingediend bij ter post aangetekende brief.

Tenzij de wet anders bepaalt, brengt de Commissie advies uit binnen zestig dagen nadat alle daartoe noodzakelijke gegevens aan de Commissie zijn medegedeeld.

§ 3 In de gevallen waar het advies van de Commissie door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie vereist is, mag aan deze vereiste voorbijgegaan worden wanneer het advies niet werd verleend binnen de termijn bedoeld in paragraaf 2.

In de gevallen waar het advies van de Commissie vereist is krachtens een bepaling van deze wet, met uitzondering van artikel 11, wordt de termijn bedoeld in § 2 in speciaal gemotiveerde dringende gevallen verminderd tot ten minste vijftien dagen.

§ 4 De adviezen van de Commissie zijn met redenen omkleed.

§ 5 De Commissie deelt haar advies aan de betrokken overheid mede.

Een afschrift van het advies wordt medegedeeld aan de minister van Justitie.

In de gevallen waar het advies van de Commissie vereist is, wordt het samen met de reglementsbepaling waarop het betrekking heeft, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 30. § 1 De Commissie kan aanbevelingen richten, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van de Regering, van de Wetgevende Kamers, van de Gemeenschaps- of Gewestexecutieven, van de Gemeenschaps- of Gewestraden, van het Verenigd College of van de Verenigde Vergadering bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, of van een toezichtscomité omtrent iedere aangelegenheid die betrekking heeft op de toepassing van de grondbeginselen van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in het kader van deze wet en van de wetten die bepalingen bevatten inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

§ 2 Alvorens een aanbeveling te richten tot een bepaalde houder van een bestand, geeft de Commissie de houder van het bestand de gelegenheid zijn standpunt te doen kennen.

§ 3 De aanbevelingen van de Commissie zijn met redenen omkleed. Een afschrift van elke aanbeveling wordt medegedeeld aan de Minister van Justitie.

Art. 31. § 1 Onverminderd enige vordering voor de rechtbanken en tenzij de wet anders bepaalt onderzoekt de Commissie de gekende en gedateerde klachten die haar worden toegestuurd. Deze klachten kunnen betrekking hebben op haar opdracht in verband

l'égard des traitements de données à caractère personnel ou à d'autres missions qui lui sont confiées par la loi

§ 2 La procédure est régie par le règlement d'ordre intérieur. Celui-ci prévoit l'exercice d'un droit de défense.

§ 3 La Commission examine la recevabilité de la plainte. Si la plainte est recevable, la Commission accomplit toute mission de médiation qu'elle juge utile. En cas de conciliation des parties, fondée sur le respect de la vie privée, elle dresse un procès-verbal dans lequel la solution retenue est explicitée. En l'absence de conciliation, la Commission émet un avis sur le caractère fondé de la plainte. Son avis peut être accompagné de recommandations à l'intention du maître du fichier.

§ 4 Les décisions, avis et recommandations de la Commission sont motivés.

§ 5 La Commission communique sa décision, son avis ou ses recommandations au plaignant, au maître du fichier et à toutes les autres parties à la cause.

Une copie de la décision, de l'avis ou des recommandations est adressée au Ministre de la Justice.

Art. 32. § 1er Pour l'accomplissement de toutes ses missions, la Commission peut requérir le concours d'experts. Elle peut charger un ou plusieurs de ses membres éventuellement assistés d'experts, de procéder à un examen sur place.

La Commission ou ses membres éventuellement assistés d'experts, disposent dans ce cas, sous les mêmes conditions, des pouvoirs d'investigation qui sont reconnus aux agents chargés de la recherche et de la constatation des infractions à la présente loi et à ses mesures d'exécution.

Ils peuvent notamment exiger communication de tout document pouvant leur être utile dans leur enquête.

Ils peuvent également pénétrer en tous lieux où ils ont un motif raisonnable de supposer que s'exerce une activité en rapport avec l'application de la présente loi.

§ 2 Sauf si la loi en dispose autrement, la Commission dénonce au procureur du Roi les infractions dont elle a connaissance.

La Commission communique chaque année aux Chambres législatives un rapport sur ses activités.

§ 3 Sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux ordinaires pour l'application des principes généraux en matière de protection de la vie privée, le Président de la Commission peut soumettre au tribunal de première instance tout litige concernant l'application de la présente loi et de ses mesures d'exécution.

Art. 33. Sans préjudice de l'article 32, § 2, les membres et membres du personnel de la Commission ainsi que les experts dont le concours est requis sont tenus d'une obligation de confidentialité à l'égard des faits, actes ou renseignements dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.

Art. 34. Les frais de fonctionnement de la Commission de la protection de la vie privée et de son secrétariat sont à charge du budget du Ministère de la Justice.

Les contributions visées aux articles 17, § 9, et 20, alinéa 2, sont versées par le comptable de la Commission à un article spécialement ouvert à cet effet au budget des Voies et Moyens.

Art. 35. La Commission dispose d'un secrétariat dont le personnel est attaché au Ministère de la Justice.

Art. 36. Le Président de la Commission a droit à une indemnité égale au supplément de traitement qui est alloué à un juge d'instruction comptant neuf ans de fonction dans un tribunal dont le ressort compte une population de 500 000 habitants au moins.

Le Président suppléant et les membres effectifs ou suppléants ont droit à des jetons de présence égaux à un trentième de l'indemnité du Président.

Ils bénéficient des indemnités pour frais de séjour et de parcours conformément aux dispositions applicables au personnel des ministères. Les personnes étrangères à l'administration ou dont le rang du grade n'est pas déterminé, sont assimilées à des fonctionnaires du rang 13.

Le Président est assimilé à un fonctionnaire du rang 17.

met de la protection de la vie privée et de son secrétariat sont à charge du budget du Ministère de la Justice.

§ 2 De rechtspleging wordt geregeld in het reglement van orde. Dit voorziet in de uitoefening van een recht van verdediging.

§ 3 De Commissie onderzoekt of de klacht ontvankelijk is. Ten aanzien van ontvankelijke klachten vervult de Commissie elke bemiddelingstaak die zij nuttig oordeelt. Zo een minnelijke schikking tussen de partijen wordt bereikt, op basis van het respect voor de persoonlijke levenssfeer, stelt zij een procesverbaal op, waarin de bereikte oplossing wordt uiteengezet. Zo geen minnelijke schikking wordt bereikt, geeft de Commissie een advies over de gegrondheid van de klacht. Zij kan het advies vergezeld doen gaan van aanbevelingen aan de houder van het bestand.

§ 4 De beslissingen, adviezen en aanbevelingen van de Commissie zijn met redenen omkleed.

§ 5 De Commissie deelt haar beslissing, advies of aanbeveling mede aan de klager, de houder van het bestand en alle andere in de rechtspleging betrokken partijen.

Een afschrift van de beslissing, het advies of de aanbevelingen wordt medegedeeld aan de Minister van Justitie.

Art. 32. § 1 De Commissie mag voor het vervullen van al haar taken een beroep doen op de medewerking van deskundigen. Zij mag een of meer van haar leden, eventueel bijgestaan door deskundigen, belasten met de uitvoering van een onderzoek ter plaatse.

De Commissie of haar leden, eventueel bijgestaan door deskundigen, beschikt in dit geval, onder dezelfde voorwaarden, over de onderzoeksbevoegdheden die zijn toegekend aan de ambtenaren belast met het strafrechtelijk toezicht op deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen.

Ze kunnen onder meer mededeling eisen van elk document dat hen bij hun onderzoek van nut kan zijn.

Ze hebben tevens toegang tot alle plaatsen waarvan ze redelijkerwijze kunnen vermoeden dat er werkzaamheden worden verricht die in verband staan met de toepassing van deze wet.

§ 2 Tenzij de wet anders bepaalt, doet de Commissie bij de procureur des Konings aangifte van de misdrijven waarvan zij kennis heeft.

De Commissie dient ieder jaar bij de Wetgevende Kamers een verslag over haar werkzaamheden in.

§ 3 Onverminderd de bevoegdheid van de gewone hoven en rechtbanken met het oog op de toepassing van de algemene beginselen inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer kan de voorzitter van de Commissie ieder geschil aangaande de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen aan de rechtbank van eerste aanleg voorleggen.

Art. 33. Onverminderd artikel 32, § 2, zijn de leden en de personeelsleden van de Commissie en de deskundigen om wier medewerking is verzocht, verplicht het vertrouwelijk karakter te bewaren van de feiten, de handelingen of de inlichtingen waarvan zij uit hoofde van hun functie kennis hebben gehad.

Art. 34. De werkingskosten van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en van haar secretariaat komen ten laste van de begroting van het Ministerie van Justitie.

De bijdragen bedoeld in de artikelen 17, § 9 en 20, tweede lid, worden door de rekenplichtige van de Commissie gestort op een speciaal daartoe geopend artikel van de Rijksmiddelenbegroting.

Art. 35. De Commissie beschikt over een secretariaat waarvan het personeel verbonden is aan het Ministerie van Justitie.

Art. 36. De Voorzitter heeft recht op een vergoeding gelijk aan de weddebijslag toegekend aan een onderzoeksrechter met negen jaar ambtsuitoefening in een rechtbank waarvan het rechtsgebied ten minste 500 000 inwoners telt.

De plaatsvervangende Voorzitter en de vaste of plaatsvervangende leden hebben recht op presentiegelden gelijk aan een dertigste van de vergoeding toegekend aan de Voorzitter.

Zij zijn gerechtigd op de vergoedingen voor reis en verblijfskosten overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de ministeries. De personen die niet tot het bestuur behoren of voor wie de rang waartoe hun graad behoort niet is bepaald worden gelijkgesteld met ambtenaren van rang 13.

De Voorzitter wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 17.

Les experts dont le concours est requis par la Commission ou qui assistent les membres chargés de procéder à des vérifications sur place peuvent être retribues dans les conditions définies par le Ministre de la Justice et avec l'accord des ministres qui ont la Fonction publique et le Budget dans leurs attributions

L'indemnité visée à l'alinéa 1er est liée au régime de mobilité applicable aux retributions des agents de l'Etat en activité de service

CHAPITRE VIII — Dispositions pénales

Art. 37. Est puni d'une amende de deux cents à dix mille francs, tout membre ou tout membre du personnel de la Commission de la protection de la vie privée ou tout expert qui a violé l'obligation de confidentialité à laquelle il est astreint sur base de l'article 33.

Art. 38. Est puni d'une amende de cent francs à vingt mille francs le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire qui n'a pas respecté une des obligations prévues aux articles 15 ou 16, § 1er

Art. 39. Est puni d'une amende de cent francs à cent mille francs

1° quiconque a recueilli, en vue d'un traitement, des données à caractère personnel sans donner les informations prévues à l'article 4, § 1er;

2° quiconque a contrevenu à l'interdiction prévue à l'article 4, § 2,

3° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire, qui a traité des données en violation des articles 5, 6, 7 ou 8, § 1er,

4° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire, qui n'a pas respecté l'obligation prévue à l'article 9,

5° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire, qui n'a pas donné communication, dans les quarante-cinq jours de la réception de la demande, des renseignements visés à l'article 10, § 1er, ou donné sciemment des renseignements inexacts ou incomplets,

6° quiconque, pour contraindre une personne à lui communiquer les renseignements obtenus par l'exercice du droit consacré par l'article 10, § 1er, ou à donner son autorisation au traitement de données à caractère personnel la concernant, a usé à son égard de voies de fait, de violence ou de menaces,

7° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire qui met en œuvre ou gère, continue de gérer ou supprime un traitement automatisé de données à caractère personnel sans avoir satisfait aux exigences imposées par l'article 17,

8° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire, qui fournit des informations incomplètes ou inexacts dans les déclarations prescrites par l'article 17,

9° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire, qui n'a pas respecté l'obligation prévue à l'article 18, alinéa 4;

10° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire, qui a en violation de l'article 19 refusé de communiquer à la Commission des informations relatives à un fichier manuel;

11° quiconque a, en violation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 21, rapproché, interconnecté ou mis en relation sous quelque autre forme des données à caractère personnel faisant l'objet de traitements;

12° quiconque a, en violation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 22, transmis, fait ou laisse transmettre à l'étranger des données à caractère personnel,

13° quiconque a empêché la Commission, ses membres ou les experts requis par elle de procéder aux vérifications visées à l'article 32

Art. 40. En condamnant du chef d'infraction aux articles 38 ou 39, le tribunal peut ordonner l'insertion du jugement, intégralement ou par extraits, dans un ou plusieurs journaux, dans les conditions qu'il détermine, aux frais du condamné

Art. 41. § 1er En condamnant du chef d'infraction à l'article 39, le juge peut prononcer la confiscation des supports matériels des données à caractère personnel formant l'objet de l'infraction, tels que les fichiers manuels, disques et bandes magnétiques, à l'exclusion des ordinateurs ou de tout autre matériel, ou ordonner l'effacement de ces données

De deskundigen wier medewerking door de Commissie wordt gevorderd of die de leden bijstaan welke belast zijn met een onderzoek ter plaatse, kunnen worden vergoed op de wijze bepaald door de Minister van Justitie in overleg met de ministers tot wier bevoegdheid het Openbaar Ambt en de Begroting behoren

De vergoeding bedoeld in het eerste lid wordt gekoppeld aan de mobiliteitsregeling toepasselijk op de bezoldiging van het Rijkspersoneel in actieve dienst.

HOOFDSTUK VIII. — Strafbepalingen

Art. 37. Met een geldboete van tweehonderd tot tienduizend frank, wordt gestraft elk lid of elk personeelslid van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer of elke deskundige die de in artikel 33 bepaalde verplichting tot vertrouwelijkheid heeft geschonden.

Art. 38. Met geldboete van honderd frank tot twintigduizend frank wordt gestraft de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of lasthebber die een van de verplichtingen opgelegd bij de artikelen 15 of 16, § 1 niet nakomt.

Art. 39. Met geldboete van honderd frank tot honderdduizend frank wordt gestraft :

1° hij die met het oog op verwerking persoonsgegevens heeft verzameld zonder de inlichtingen bedoeld bij artikel 4, § 1 te hebben medegedeeld,

2° hij die de verbodsbepaling opgelegd in artikel 4, § 2, overtreedt,

3° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die gegevens verwerkt met overtreding van de artikelen 5, 6, 7 of 8, § 1,

4° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die de verplichting opgelegd bij artikel 9 niet nakomt,

5° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die geen mededeling doet van de inlichtingen bedoeld in artikel 10, § 1, binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het verzoek, of die wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen verstrekt;

6° hij die om een persoon te dwingen hem inlichtingen mede te delen verkregen door de uitoefening van het recht omschreven in artikel 10, § 1, of om zijn instemming te geven met de verwerking van hem betreffende persoonsgegevens, jegens hem gebruik maakt van feitelijkheden, geweld of bedreiging,

7° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die een geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens start, het beheer ervan heeft of blijft hebben dan wel daaraan een einde maakt, zonder dat aan de vereisten van artikel 17 is voldaan;

8° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die, onvolledige of onjuiste inlichtingen verstrekt in de aangiften voorgeschreven bij artikel 17;

9° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die de verplichting van artikel 18, vierde lid, niet nakomt,

10° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die met overtreding van artikel 19, weigert aan de Commissie inlichtingen te verstrekken over manuele bestanden;

11° hij die, met overtreding van de koninklijke besluiten ter uitvoering van artikel 21, persoonsgegevens die het voorwerp van zijn verwerkingen, in onderling verband, in onderlinge verbinding of op enige andere wijze in relatie brengt,

12° hij die, met overtreding van de koninklijke besluiten ter uitvoering van artikel 22, persoonsgegevens naar het buitenland overbrengt, doet of laat overbrengen,

13° hij die de Commissie, haar leden of de door haar gevorderde deskundigen verhindert de in artikel 32 bedoelde verificaties te doen

Art. 40. Bij veroordeling wegens een misdrijf omschreven in de artikelen 38 of 39, kan de rechtbank bevelen dat het vonnis in zijn geheel of bij uittreksel wordt opgenomen in een of meer dagbladen op de wijze die zij bepaalt, een en ander op kosten van de veroordeelde

Art. 41. § 1 Bij de veroordeling wegens een misdrijf omschreven in artikel 39 kan de rechter de verbeurdverklaring uitspreken van de dragers van persoonsgegevens waarop het misdrijf betrekking heeft, zoals manuele bestanden, magneetschijven of magneetbanden met uitzondering van de computers of enige andere apparatuur of de uitwissing van die gegevens gelasten

La confiscation ou l'effacement peuvent être ordonnées même si les supports matériels des données à caractère personnel n'appartiennent pas au condamné

L'article 8, § 1er, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation n'est pas applicable à la confiscation ni à l'effacement ordonnés conformément aux alinéas 1er et 2

Les objets confisqués doivent être détruits lorsque la décision est passée en force de chose jugée

§ 2 Sans préjudice des interdictions énoncées par des dispositions particulières, le tribunal peut, lorsqu'il condamne du chef d'infraction à l'article 39, inrerdire de gérer, personnellement ou par personne interposée et pour deux ans au maximum, tout traitement de données à caractère personnel

§ 3 Toute infraction à l'interdiction édictée par le § 2 ou toute récidive relative aux infractions visées aux articles 37, 38 et 39 sont punies d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement

Art. 42. Le maître du fichier ou son représentant en Belgique est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles son preposé ou mandataire a été condamné

Art. 43. Toutes les dispositions du livre 1er du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi ou par les arrêtés pris pour son exécution

CHAPITRE IX — Dispositions finales

Art. 44. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres après avis de la Commission de la protection de la vie privée, préciser la mise en œuvre des dispositions contenues dans la présente loi en vue de tenir compte de la spécificité des différents secteurs

Art. 45. Le Roi peut déterminer les autorités qui donneront l'ordre de détruire ou qui seront chargées de la destruction des traitements des données en temps de guerre et pendant les époques qui lui sont assimilées en vertu de l'article 7 de la loi du 12 mai 1927 sur les requisitions militaires ainsi que pendant l'occupation du territoire belge par l'ennemi

Le Roi peut également déterminer le taux des indemnités pour les destructions prévues à l'alinéa précédent.

Est puni d'une amende de cent francs à cent mille francs quiconque a contrevenu aux arrêtés pris en exécution de l'alinéa 1er, ou quiconque a fait un usage illégitime du droit de destruction qui y est prévu ou a abusé de ce droit

Art. 46. À l'article 580, 14° du Code judiciaire, les mots « et de celles qui sont visées à l'article 587, 3° » sont remplacés par les mots « et de celles qui sont visées à l'article 14 de la loi du ... relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel »

Art. 47. À l'article 587 du même Code sont apportées les modifications suivantes

1° le premier alinéa, 3°, inséré par la loi du 15 janvier 1990, est remplacé par ce qui suit « sur les demandes prévues à l'article 14 de la loi du ... relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

2° le deuxième alinéa, modifié par les lois des 14 juillet 1976 et 15 janvier 1990, est remplacé par ce qui suit « Sauf si la loi en dispose autrement, les demandes prévues au premier alinéa sont introduites et instruites selon les formes du référé »

Art. 48. À l'article 5, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, modifié par les lois du 15 janvier 1990 et du 19 juillet 1991, les mots « après avis de la Commission visée à l'article 12 » sont remplacés par les mots « après avis de la Commission de la protection de la vie privée instituée par la loi du ... relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel »

Art. 49. Dans la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque carrefour de la sécurité sociale sont apportées les modifications suivantes

1° à l'article 13 alinéa 1er les mots « visée à l'article 92 » sont supprimés

2° l'article 44 alinéa 6 est complété par la disposition suivante « La Commission peut prolonger ce délai une seule fois de trente jours au maximum »

De verbeurdverklaring of de uitwissing kunnen worden gelast ook wanneer de dragers van persoonsgegevens niet aan de veroordeelde toebehoren

Artikel 8, § 1, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie is niet van toepassing op de verbeurdverklaring, noch op de uitwissing gelast overeenkomstig het eerste en tweede lid

De verbeurdverklarde voorwerpen moeten worden vernietigd wanneer de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan

§ 2 Onverminderd de ontzeggingen van een bevoegdheid gesteld in bijzondere bepalingen, kan de rechtbank, bij veroordeling wegens een misdrijf genoemd in artikel 39, het verbod uitspreken om gedurende ten hoogste twee jaar rechtstreeks of door een tussenpersoon, het beheer te hebben over enige verwerking van persoonsgegevens

§ 3 Elke overtreding van het verbod bepaald in § 2 of elke herhaling met betrekking tot de in de artikelen 37, 38 en 39 voorziene misdrijven, worden gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van honderd frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen

Art. 42. De houder van het bestand of zijn vertegenwoordiger in België is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten waartoe zijn aangestelde of lasthebber is veroordeeld

Art. 43. Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, worden toegepast op de misdrijven, omschreven bij deze wet of bij de uitvoeringsbesluiten ervan

HOOFDSTUK IX — Slotbepalingen

Art. 44. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, nadere regels stellen voor de toepassing van de bepalingen van deze wet teneinde rekening te houden met de specificiteit van de onderscheiden sectoren

Art. 45. De Koning kan de overheden aanwijzen welke in oorlogstijd of in de tijd die overeenkomstig artikel 7 van de wet van 12 mei 1927 op de militaire operaties daarmee gelijkstaat, alsmede tijdens de bezetting van het Belgisch grondgebied door de vijand het bevel geven om de verwerkte gegevens te vernietigen of die zelf belast zijn met de vernietiging van die gegevens

De Koning kan tevens de bedragen vaststellen van de vergoeding voor de vernietigingen bepaald in het vorige lid

Met geldboete van honderd frank tot honderdduizend frank wordt gestraft, hij die de besluiten ter uitvoering van het eerste lid, overtreedt of ten onrechte gebruikt, dan wel misbruik maakt van het daarin bepaalde recht tot vernietiging

Art. 46. In artikel 580, 14° van het Gerechtelijk Wetboek, worden de woorden « en die bedoeld in artikel 587, 3° » vervangen door « en die bedoeld in artikel 14 van de wet van ... tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens »

Art. 47. In artikel 587 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° het eerste lid, 3°, ingevoegd bij de wet van 15 januari 1990, wordt vervangen door wat volgt « over de vorderingen bedoeld in artikel 14 van de wet van ... tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens »

2° het tweede lid, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1976 en 15 januari 1990, wordt vervangen door wat volgt « Behoudens andersluidende wetsbepalingen worden de in het eerste lid bedoelde vorderingen ingesteld en behandeld naar de vormen van het kortgeding »

Art. 48. In artikel 5, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, gewijzigd bij de wetten van 15 januari 1990 en 19 juli 1991, worden de woorden « na advies van de Commissie bedoeld bij artikel 12 » vervangen door de woorden « na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ingesteld bij de wet van ... tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens »

Art. 49. In de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° in artikel 18 eerste lid worden de woorden « bedoeld in artikel 92 » geschrapt

2° artikel 44 zesde lid wordt aangevuld met de volgende bepaling « De Commissie kan de genoemde termijn eenmaal verlengen met ten hoogste dertig dagen »

- 3° l'article 92 est abrogé,
4° l'article 92 bis est abrogé

Art. 50. Dans l'article 25 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, abrogé par la loi du 9 juillet 1976 et réinsérée par la loi du 18 juillet 1990, sont apportées les modifications suivantes

1) Le paragraphe 4, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante

« Cette information doit mentionner :

1° l'identité et l'adresse du maître du fichier, de son représentant éventuel en Belgique et, le cas échéant, du gestionnaire du traitement,

2° la base légale ou réglementaire de la collecte des données,

3° la finalité en vue de laquelle les données recueillies seront utilisées,

4° les données à caractère personnel qui concernent le conducteur;

5° l'adresse de la Commission de la protection de la vie privée visée au § 5,

6° l'existence du droit d'accès aux données, du droit de rectification de celles-ci ainsi que les modalités d'exercice desdits droits et les modalités d'application du permis de conduire à points »

2) Le paragraphe 5 est remplacé par la disposition suivante :

« § 5 Pour l'application du présent chapitre, la Commission de la protection de la vie privée exerce les compétences qui lui sont attribuées par le chapitre VII de la loi du ... relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel »

Art. 51. Dans la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 70, § 1er, alinéa 2, deuxième tiret, les mots « visés à l'article 72 » sont supprimés,

2° l'article 72, § 1er, est abrogé,

3° l'article 72, § 5, alinéa 6, est complété par la disposition suivante

« La Commission peut prolonger une fois ledit délai de trente jours au maximum »

Art. 52. Chacune des dispositions de la présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi et, au plus tard, le premier jour du dix-huitième mois suivant le mois de sa publication au *Moniteur belge*

Le Roi fixe le délai dans lequel le maître du fichier doit se conformer aux dispositions de la présente loi pour les traitements existant au moment de leur entrée en vigueur

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1992

BAUDOUIN

Par le Roi

Le Ministre de la Justice
M WATHELET

Scelle du sceau de l'Etat

Le Ministre de la Justice
M WATHELET

- 3° artikel 92 wordt opgeheven,
4° artikel 92 bis wordt opgeheven.

Art. 50. Artikel 25 van de op 16 maart 1968 gecoördineerde wet betreffende de politie over het wegverkeer, opgeheven bij de wet van 9 juli 1976 en opnieuw ingevoerd bij de wet van 18 juli 1990, wordt gewijzigd als volgt :

1) Paragraaf 4, tweede lid, wordt vervangen door wat volgt

« In deze kennisgeving wordt melding gemaakt van :

1° de identiteit en het adres van de houder van het bestand, van diens eventuele vertegenwoordiger in België en, in voorkomend geval, van de bewerker;

2° de wettelijke of reglementaire grondslag voor de gegevensverzameling;

3° de doeleinden waarvoor de verzamelde gegevens worden gebruikt;

4° de persoonsgegevens ten aanzien van de bestuurder;

5° het adres van de in § 5 genoemde Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

6° het bestaan van het recht op toegang tot de gegevens, op verbetering van die gegevens, alsmede de nadere regelen voor de uitoefening van deze rechten en voor de toepassing van het rijbewijs met punten. »

2) Paragraaf 5 wordt vervangen door wat volgt :

« § 5. Met het oog op de toepassing van dit hoofdstuk oefent de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de bevoegdheden uit die haar zijn toegewezen door hoofdstuk VII van de wet van ... tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. »

Art. 51. In de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 70, § 1, tweede lid, tweede gedachtenstreep, worden de woorden « bedoeld in artikel 72 » opgeheven,

2° artikel 72, § 1, wordt opgeheven;

3° artikel 72, § 5, zesde lid, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De Commissie kan de genoemde termijn eenmaal verlengen met ten hoogste dertig dagen »

Art. 52. Iedere bepaling van deze wet treedt in werking op de datum bepaald door de Koning en uiterlijk op de eerste dag van de achtende maand volgend op die waarin zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt

De Koning bepaalt de termijn binnen welke de houder van een bestand zich naar de bepalingen van deze wet dient te schikken voor de verwerkingen die op het ogenblik van hun inwerkingtreding bestaan

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgische Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 december 1992

BOUDEWIJN

Van Koningswege

De Minister van Justitie,
M WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld

De Minister van Justitie,
M WATHELET

F 93 — 659 —

Arrête royal n° 1 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

RAPPORT AU ROI

Sire

L'article 52 alinéa 1, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel Vous attribue la faculté de fixer la date d'entrée en vigueur de chacune de ses dispositions tandis que l'article 52, alinéa 2, de la même loi Vous invite à fixer le délai dont dispose, après l'entrée en vigueur de chaque disposition, le maître du fichier pour se conformer à la disposition concernée pour les traitements existant lors de son entrée en vigueur

Le projet d'arrête royal n° 1 que nous avons l'honneur de soumettre à Votre signature a pour but de fixer les dates d'entrée en vigueur des différentes dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

Un second projet d'arrête royal (n° 2), fondé sur l'article 52, alinéa 2, de la loi du 8 décembre 1992, fixant le délai dans lequel le maître du fichier doit se conformer aux dispositions de cette loi est par ailleurs soumis à Votre signature

Les dispositions du présent projet d'arrête ont été rangées dans quatre catégories

Chaque catégorie de dispositions entrera en vigueur six mois après la précédente, la dernière catégorie entrera en vigueur le premier jour du dix huitième mois qui suit la publication de la loi, ce qui constitue le délai maximal au terme duquel la loi doit entrer en vigueur

Cette distinction des dispositions légales en quatre catégories est justifiée par le besoin de les mettre en vigueur le plus tôt possible & tout en tenant compte de considérations d'ordre pratique qui empêchent la mise en vigueur immédiate de plusieurs d'entre elles

La protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et le respect de ses obligations internationales — en particulier de celle imposées par la Convention d'application de l'Accord de Schengen — par la Belgique rendent, en effet, urgente l'entrée en vigueur de ces dispositions

La bonne application de certaines dispositions n'est toutefois possible que si diverses mesures d'exécution sont arrêtées. Tel est, par exemple, le cas des dispositions se rapportant au traitement de catégories particulières de données et de celles nécessitant la mise en place, par la Commission de la protection de la vie privée, des structures nécessaires à la constitution du registre des traitements automatisés de données visé à l'article 18 de la loi

D'autres dispositions ne peuvent entrer en vigueur qu'à l'expiration d'un délai suffisant pour permettre aux maîtres de fichier de prendre les mesures nécessaires à leur respect. C'est le cas, par exemple, de l'article 4 concernant la collecte des données qui pourrait nécessiter l'établissement de formulaires nouveaux et de l'article 16, § 3, qui impose au maître du fichier de prendre les mesures techniques et d'organisation requises pour garantir la sécurité des données

Les dates d'entrée en vigueur des quatre catégories de dispositions ont ainsi été fixées en tenant compte du temps nécessaire pour mettre en œuvre les mesures nécessaires propres à chacune d'entre elles

Enfin l'article 5 du projet d'arrête prévoit que les dispositions pénales de la loi entreront en vigueur au fur et à mesure de l'entrée en vigueur des dispositions qu'elles sanctionnent

Les articles 40 à 42 qui établissent des peines accessoires entrent comme l'article 43 en vigueur en même temps que les sanctions pénales visées à l'article 5 du projet d'arrête

N 93 — 659

Koninklijk besluit nr. 1 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Op grond van artikel 52, eerste lid, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens komt het U toe de datum van inwerkingtreding van iedere bepaling van die wet vast te stellen, terwijl U overeenkomstig artikel 52, tweede lid, van dezelfde wet de termijn kan bepalen binnen welke de houder van een bestand zich naar de bepalingen van deze wet dient te schikken voor de verwerkingen die op het ogenblik van de inwerkingtreding bestaan.

Het ontwerp van koninklijk besluit nr. 1 dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, strekt ertoe de datum van inwerkingtreding vast te stellen van de verschillende bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

Een tweede ontwerp van koninklijk besluit (nr. 2), gegrond op artikel 52, tweede lid, van de wet van 8 december 1992, waarbij de termijn wordt bepaald binnen welke de houder van een bestand zich naar de bepalingen van die wet moet schikken, wordt U eveneens ter ondertekening voorgelegd.

De bepalingen van onderhavig ontwerp van koninklijk besluit zijn in vier categorieën onderverdeeld

Iedere reeks bepalingen treedt in werking zes maanden na de vorige reeks, de laatste reeks treedt in werking de eerste dag van de achttiende maand te rekenen vanaf de datum van bekendmaking van de wet, wat tevens de termijn is binnen welke de wet ten laatste in werking moet treden.

Een dergelijke onderverdeling van de wetsbepalingen in vier categorieën is gerechtvaardigd door de behoefte om die bepalingen zo spoedig mogelijk in werking te stellen en toch rekening te houden met overwegingen van praktische aard, die de onmiddellijke inwerkingtreding van verscheidene bepalingen in de weg staan

De bescherming van natuurlijke personen ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en de naleving door België van internationale verplichtingen, inzonderheid die opgelegd door de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen, maken dat die bepalingen zo spoedig mogelijk in werking moeten treden

Sommige bepalingen kunnen evenwel slechts op behoorlijke wijze worden toegepast indien diverse uitvoeringsmaatregelen worden uitgevaardigd. Dat is onder meer het geval voor de bepalingen die betrekking hebben op de verwerking van bijzondere categorieën van gegevens alsmede voor de bepalingen die vereisen dat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer voorziet in de structuur nodig voor de oprichting van het register van geautomatiseerde verwerkingen bedoeld in artikel 18 van voornoemde wet.

Andere bepalingen kunnen evenwel slechts in werking treden na een termijn die voldoende lang moet zijn om aan de houders van een bestand de mogelijkheid te bieden de maatregelen te treffen die voor de inachtneming ervan nodig zijn. Zulks is onder meer het geval voor artikel 4 betreffende de verzameling van gegevens, waarvoor eventueel nieuwe formulieren moeten worden uitgewerkt, alsook voor artikel 16, § 3, dat aan de houder van het bestand de verplichting oplegt om de gepaste technische en organisatorische maatregelen te treffen ten einde de bescherming van de gegevens te waarborgen

Bij de vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de vier categorieën bepalingen is derhalve rekening gehouden met de tijd vereist om de maatregelen eigen aan elke reeks bepalingen ten uitvoer te leggen

Artikel 5 van het ontwerp van koninklijk besluit bepaalt dat de strafbepalingen van de wet in werking treden naar gelang van de inwerkingtreding van de bepalingen waarvan zij de overtreding strafbaar stellen

De artikelen 40 tot 42 die voorzien in bijkomende straffen treden net als artikel 43 in werking tegelijkertijd met de straffen bedoeld in artikel 5 van het ontwerp van koninklijk besluit

Le projet d'arrête royal établit le calendrier de l'entrée en vigueur de toutes les dispositions de la loi dans le but de permettre aux maîtres de fichiers et à toutes les personnes concernées par la loi de se préparer à leur entrée en vigueur

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice,
M WATHELET

28 FEVRIER 1993. — Arrêté royal n° 1 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 52, alinéa 1er,

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiée par la loi du 4 juillet 1989,

Vu l'urgence,

Considérant, d'une part, qu'il est nécessaire de mettre en vigueur le plus tôt possible diverses dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel dans le but de mettre en place progressivement le régime de protection des personnes physiques que cette loi établit et d'adapter le système juridique national en fonction des obligations internationales de la Belgique,

Considérant, d'autre part, qu'il convient de faire connaître des à présent à toutes les personnes concernées par cette loi la date de l'entrée en vigueur de toutes ses dispositions afin de leur permettre de prendre en temps utile les mesures qu'impose leur respect,

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons

Article 1er. Les articles 1er à 3, 5, 16, § 1er, 1^o, 21 à 33, 34, alinéa 1, 35 à 37, 40 à 45, 48 et 49, 51 et 52, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*

Art. 2. Les articles 4, 6, 7, alinéas 1 à 3, 8 à 15, 16, § 1er, 3^o, 46, 47 et 50 de la même loi entrent en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui de la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*

Art. 3. Les articles 16, § 1er, 2^o, 17 à 20 et 34, alinéa 2, de la même loi entrent en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*

Art. 4. Les articles 7, alinéas 4 et 5, et 16 § 1er, 4^o et 5^o, §§ 2 et 3, de la même loi entrent en vigueur le premier jour du dix-huitième mois qui suit la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*

Art. 5. Les dispositions des articles 38 et 39 de la même loi entrent en vigueur au fur et à mesure de l'entrée en vigueur des dispositions qu'elles sanctionnent

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de la date de sa publication au *Moniteur belge*

Het ontwerp van koninklijk besluit stelt het tijdschema vast voor de inwerkingtreding van alle bepalingen van voornoemde wet, en wel om aan de houders van een bestand alsook aan alle personen op wie de wet betrekking heeft, de mogelijkheid te bieden zich op die inwerkingtreding voor te bereiden

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Justitie,
M WATHELET

28 FEBRUARI 1993. — Koninklijk besluit nr. 1 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 52, eerste lid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989,

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat het enerzijds noodzakelijk is diverse bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens zo spoedig mogelijk in werking te stellen ten einde geleidelijk de regeling inzake de bescherming van natuurlijke personen die door deze wet wordt ingesteld, tot stand te brengen en het nationaal rechtsstelsel af te stemmen op de internationale verplichtingen van België,

Overwegende dat anderzijds vanaf heden aan alle personen op wie deze wet betrekking heeft, kennis moet worden gegeven van de datum van inwerkingtreding van alle bepalingen van voornoemde wet, ten einde hen de mogelijkheid te bieden tijdig de maatregelen te nemen die vereist zijn voor de inachtneming ervan,

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij

Artikel 1. De artikelen 1 tot 3, 5, 16, § 1, 1^o, 21 tot 33, 34, eerste lid, 35 tot 37, 40 tot 45, 48 en 49, 51 en 52 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens treden in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 2. De artikelen 4, 6, 7 eerste tot derde lid, 8 tot 15, 16, § 1, 3^o, 46, 47 en 50 van dezelfde wet treden in werking de eerste dag van de zesde maand volgend op die gedurende welke dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 3. De artikelen 16, § 1, 2^o, 17 tot 20 en 34, tweede lid, van dezelfde wet treden in werking de eerste dag van de twaalfde maand volgend op die gedurende welke dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 4. De artikelen 7, vierde en vijfde lid, en 16, § 1, 4^o en 5^o §§ 2 en 3, van dezelfde wet treden in werking de eerste dag van de acht tiende maand volgend op die gedurende welke dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt

Art. 5. De bepalingen van de artikelen 38 en 39 treden in werking naar gelang van de inwerkingtreding van de bepalingen waarvan zij de overtreding strafbaar stellen

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt

Art. 7. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté

Donné à Motril, le 28 février 1993

BAUDOIN

Par le Roi

Le Ministre de la Justice,
M WATHELET

Art. 7. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit

Gegeven te Motril, 28 februari 1993

BOUDEWIJN

Van Koningswege .

De Minister van Justitie,
M WATHELET

F 93 — 660

Arrêté royal n° 2 fixant le délai dans lequel le maître du fichier doit se conformer aux dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel pour les traitements existant au moment de l'entrée en vigueur de ces dispositions

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 52, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel Vous attribue la faculté de fixer la date d'entrée en vigueur de chacune de ses dispositions tandis que l'article 52, alinéa 2, de la même loi Vous invite à fixer le délai dont dispose, après l'entrée en vigueur de chaque disposition, le maître du fichier pour se conformer à la disposition concernée pour les traitements existant lors de son entrée en vigueur

Le projet d'arrêté royal n° 2 que nous avons l'honneur de soumettre à Votre signature a pour but de fixer le délai dans lequel le maître du fichier doit se conformer aux dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel en ce qui concerne les traitements existants

Un autre projet d'arrêté royal (n° 1), fondé sur l'article 52, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992, fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi est par ailleurs soumis à Votre signature.

Les dispositions du présent projet d'arrêté établissent, pour les traitements existants, un délai destiné à permettre aux maîtres de fichier de prendre les mesures nécessaires pour se conformer à celles des dispositions de la loi qui nécessitent la préparation de telles mesures

Ainsi les articles 1^{er} et 2 du projet d'arrêté accordent-ils des délais de six et neuf mois prenant cours au moment de l'entrée en vigueur, telle que déterminée par l'arrêté royal n° 1, de plusieurs de ces dispositions.

Quant au délai établi à l'article 3 du projet d'arrêté au sujet de la mention du numéro d'identification du traitement dans le registre des traitements de données à caractère personnel tenu par la Commission de la protection de la vie privée, il tient compte à la fois de la nécessité que cette Commission ait préalablement attribué le numéro d'identification en question et du besoin qui apparaîtra, le cas échéant, de modifier certains logiciels utilisés par le maître du fichier pour les traitements existants

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice
M WATHELET

N 93 — 660

Koninklijk besluit nr. 2 tot vaststelling van de termijn binnen welke de houder van een bestand zich moet schikken naar de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot de verwerkingen die op het tijdstip van de inwerkingtreding bestaan

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Op grond van artikel 52, eerste lid, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens komt het U toe de datum van inwerkingtreding van iedere bepaling van die wet vast te stellen, terwijl U overeenkomstig artikel 52, tweede lid, van dezelfde wet de termijn kan bepalen binnen welke de houder van een bestand zich moet schikken naar de bepalingen van deze wet met betrekking tot de verwerkingen die op het tijdstip van de inwerkingtreding bestaan

Het ontwerp van koninklijk besluit nr. 2 dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, trekt ertoe de termijn te bepalen binnen welke de houder van een bestand zich moet schikken naar de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot de verwerking die op het tijdstip van de inwerkingtreding bestaan

Een ander ontwerp van koninklijk besluit (nr. 1), gegrond op artikel 52, eerste lid, van de wet van 8 december 1992, waarbij de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van die wet wordt vastgesteld, wordt U eveneens ter ondertekening voorgelegd.

De bepalingen van dit ontwerp van koninklijk besluit voorzien voor de bestaande verwerkingen in een termijn die aan de houders van een bestand de mogelijkheid moet bieden de maatregelen te nemen welke nodig zijn om zich te schikken naar die bepalingen van de wet welke de voorbereiding van dergelijke maatregelen vereisen.

De artikelen 1 en 2 van het ontwerp van koninklijk besluit voorzien ter zake in termijnen van zes en negen maanden te rekenen van de inwerkingtreding van verscheidene van die bepalingen, en wel zoals die is vastgesteld bij het koninklijk besluit nr. 1

In verband met de vermelding van het identificatienummer van de verwerking in het register van de verwerkingen van persoonsgegevens, dat door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wordt gehouden, houdt de termijn gesteld in artikel 3 van het ontwerp van koninklijk besluit, ermee rekening dat de Commissie vooraf het bedoelde identificatienummer moet hebben toegekend, alsook dat bepaalde programmatuur waarvan de houder van het bestand gebruik maakt, in voorkomend geval, voor de bestaande verwerkingen zal moeten worden gewijzigd

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Justitie,
M WATHELET

28 FEVRIER 1993. — Arrêté royal n° 2 fixant le délai dans lequel le maître du fichier doit se conformer aux dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel pour les traitements existant au moment de l'entrée en vigueur de ces dispositions

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 52, alinéa 2,

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiée par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence,

Considérant que l'entrée en vigueur de plusieurs dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel aura lieu très prochainement,

Considérant qu'il s'impose d'accorder aux maîtres de fichier un délai suffisant pour prendre les mesures nécessaires pour se conformer à ces dispositions en ce qui concerne les traitements existant lors de cette entrée en vigueur;

Considérant, en outre, qu'il convient de faire connaître des a présent aux maîtres de fichier le délai dans lequel ils devront se conformer, pour les traitements existants, à toutes les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 à partir de leurs dates d'entrée en vigueur respectives.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons

Article 1^{er}. Le maître du fichier d'un traitement de données existant à la date d'entrée en vigueur de l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel dispose d'un délai de six mois, prenant cours à cette date, pour se conformer aux dispositions dudit article

Art. 2. Le maître du fichier d'un traitement de données existant aux dates respectives d'entrée en vigueur des articles 6, 7, 8, 9, 16, § 1^{er}, 1^o, et 17 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel dispose d'un délai de neuf mois, prenant cours aux dates respectives d'entrée en vigueur de ces dispositions, pour s'y conformer.

Art. 3. Le maître de fichier d'un traitement automatisé de données à caractère personnel soumis à l'application de la même loi doit se conformer à l'article 18, alinéa 4, de cette loi dans un délai de trois mois à partir de l'attribution, par la Commission de la protection de la vie privée, du numéro d'identification de ce traitement dans le registre tenu par cette Commission, pour les traitements existants au moment de l'entrée en vigueur de cet article 18

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de sa publication au *Moniteur belge*

Art. 5. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté

Donne à Motril, le 28 février 1993

BAUDOUIN

Par le Roi
Le Ministre de la Justice,

M WATHELET

28 FEBRUARI 1993. — Koninklijk besluit nr. 2 tot vaststelling van de termijn binnen welke de houder van een bestand zich moet schikken naar de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot de verwerkingen die op het tijdstip van de inwerkingtreding van die bepalingen bestaan

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 52, tweede lid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989,

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat verscheidene bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens eerlang in werking zullen treden;

Overwegende dat aan de houders van een bestand een voldoende lange termijn moet worden verleend om de maatregelen te nemen, die nodig zijn om zich met betrekking tot de verwerkingen welke op het tijdstip van de inwerkingtreding bestaan, naar voornoemde bepalingen te schikken;

Overwegende dat bovendien vanaf heden aan alle houders van een bestand kennis moet worden gegeven van de termijn binnen welke zij zich, met betrekking tot de bestaande verwerkingen, moeten schikken naar alle bepalingen van de wet van 8 december 1992 te rekenen van de respectieve tijdstippen van inwerkingtreding,

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij

Artikel 1. De houder van een bestand voor de verwerking van persoonsgegevens bestaande op het ogenblik van de inwerkingtreding van het artikel 5 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, beschikt over een termijn van 6 maanden, aanvang nemend op dit ogenblik, om zich te schikken naar de bepalingen van dit artikel

Art. 2. De houder van een bestand voor de verwerking van persoonsgegevens bestaande op de respectievelijke data van inwerkingtreding van de artikelen 6, 7, 8, 9, 16, § 1, 1^o, en 17 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, beschikt over een termijn van 9 maanden aanvang nemend op de respectievelijke data van inwerkingtreding van deze bepalingen, om er zich naar te schikken.

Art. 3. De houder van een bestand voor de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens onderworpen aan de toepassing van dezelfde wet, moet zich schikken naar artikel 18, vierde lid, van die wet binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de toekenning, door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, van het identificatienummer van die verwerking in het door voornoemde Commissie gehouden register, zulks voor de verwerkingen die reeds bestonden op het tijdstip van de inwerkingtreding van dat artikel 18.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 28 februari 1993

BOUDEWIJN

Van Koningswege
De Minister van Justitie,

M WATHELET

Avis relatif à l'application de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

L'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel entrera en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit la publication du présent avis.

Il n'autorise le traitement de certaines catégories de données à caractère personnel, dites « données sensibles », qu'aux fins déterminées par ou en vertu de la loi.

Dans le but de déterminer avec un maximum d'efficacité et de précision les fins en vue desquelles le traitement de telles données pourrait être autorisé, j'invite les autorités et organismes publics, les organismes d'intérêt général et les associations représentatives de maîtres de fichiers qui seront soumis à l'application de la loi du 8 décembre 1992 précitée et dont les traitements portent sur l'une des catégories de données visées à l'article 6 à présenter à mes services leurs suggestions concernant les finalités qui pourraient, à leur avis, justifier l'autorisation du traitement de ces données.

Ces suggestions devraient être présentées par écrit à l'adresse mentionnée ci-dessous et exposer, dans l'ordre la dérogation souhaitée, la ou les catégories de traitements concernées, leurs finalités, leur fondement légal ou réglementaire éventuel, les catégories de données à caractère personnel sur lesquelles ils portent habituellement, le nombre approximatif de maîtres de fichier procédant à ces traitements et la nature de leurs activités, le nombre approximatif de personnes concernées par ces traitements, les catégories de personnes généralement admises à obtenir les données traitées, les éventuelles transmissions de données vers l'étranger et les états de destination, ainsi que les raisons qui seraient susceptibles de justifier la dérogation souhaitée.

Des garanties particulières de protection des données traitées devraient, en outre, être proposées (voir l'article 6, alinéa 4, de la loi).

Les suggestions devraient être introduites dans un délai maximal de soixante jours suivant la publication du présent avis.

Adresse : Ministère de la Justice Administration des Affaires civiles et criminelles, Service Droits de l'Homme, numéro de réponse 6, place Poelaert 3, 1000 Bruxelles.

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. Wathelet.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)

Avis relatif à l'application de l'article 9 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

L'article 9 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel entrera en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit la publication du présent avis.

Il impose au maître du fichier d'informer du traitement des données la personne concernée par celles-ci.

L'alinéa 3 de cette disposition permet cependant au Roi de dispenser certaines catégories de traitements de son application ou d'y substituer une procédure d'information collective des personnes concernées par les données traitées.

Dans le but d'exercer cette prerogative avec le maximum d'efficacité et de précision, j'invite les autorités et organismes publics, les organismes d'intérêt général et les associations représentatives de maîtres de fichiers qui seront soumis à l'application de la loi du 8 décembre 1992 précitée à présenter à mes services leurs suggestions concernant les catégories de traitements de données à caractère personnel qui pourraient, à leur avis, bénéficier de l'une ou de l'autre des dérogations prévues à l'article 9 alinéa 3 de cette loi.

Bericht betreffende de toepassing van artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

Artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens treedt in werking de eerste dag van de zesde maand volgend op die gedurende welke dit bericht is bekendgemaakt.

Op grond van dat artikel is de verwerking van bepaalde categorieën van gegevens, de zogenaamde « gevoelige gegevens », slechts toegestaan voor de door of krachtens de wet vastgestelde doeleinden.

Ten einde zo efficiënt en nauwkeurig mogelijk de doelstellingen te bepalen waarvoor de verwerking van dergelijke gegevens kan worden toegestaan, verzoek ik de openbare overheden en instellingen, de instellingen van algemeen belang en de representatieve organisaties van de houders van een bestand die aan de toepassing van voornoemde wet van 8 december 1992 onderworpen zijn en van wie de verwerkingen betrekking hebben op één van de categorieën van gegevens bedoeld in artikel 6, aan mijn diensten hun suggesties mede te delen in verband met de doelstellingen die volgens hen zou kunnen rechtvaardigen dat toestemming wordt verleend om dergelijke gegevens te verwerken.

Die suggesties kunnen schriftelijk worden medegedeeld op het hieronder vermelde adres, waarbij in volgorde de volgende punten kunnen worden uiteengezet: de gewenste afwijking, de categorie of categorieën van de betrokken verwerkingen, de doelstellingen van de verwerkingen alsmede de eventuele wettelijke of reglementaire grondslag ervan, de categorieën van persoonsgegevens waarop die verwerkingen gewoonlijk betrekking hebben, het approximatieve aantal houders van bestand die dergelijke verwerkingen verrichten alsmede de aard van hun activiteiten, het approximatieve aantal personen op wie die verwerkingen betrekking hebben, de categorieën van personen van wie gewoonlijk toestemming wordt verleend om de verwerkte gegevens te verkrijgen, de eventuele overzending van gegevens naar het buitenland en de landen van bestemming als ook de redenen die de gewenste afwijking kunnen rechtvaardigen.

Bovendien moet in bijzondere waarborgen inzake de bescherming van de verwerkte gegevens worden voorzien (zie artikel 6, vierde lid, van de wet).

De suggesties moeten ten laatste zestig dagen na de bekendmaking van dit bericht worden ingediend.

Adres : Ministerie van Justitie, Bestuur Burgerlijke en Criminele Zaken, Dienst Rechten van de Mens, antwoordnummer 6, Poelaertplein 3, 1000 Brussel.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken,
M. Wathelet.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)

Bericht betreffende de toepassing van artikel 9 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

Artikel 9 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens treedt in werking de eerste dag van de zesde maand volgend op die gedurende welke dit bericht is bekendgemaakt.

Krachtens dat artikel is de houder van een bestand verplicht om van de verwerking van gegevens kennis te geven aan de persoon op wie die gegevens betrekking hebben.

Op grond van het derde lid van die bepaling kan de Koning evenwel bepaalde categorieën verwerkingen vrijstellen van de toepassing van dit artikel of een procedure van collectieve informatieverstrekking voorschrijven ten aanzien van de personen op wie de verwerkte gegevens betrekking hebben.

Met het oog op een zo efficiënt en nauwkeurig mogelijke uitoefening van dat prerogatief verzoek ik de openbare overheden en instellingen, de instellingen van algemeen belang en de representatieve organisaties van houders van een bestand die aan de toepassing van voornoemde wet van 8 december 1992 onderworpen zijn, aan mijn diensten hun suggesties mede te delen in verband met de categorieën verwerkingen van persoonsgegevens die volgens hen in aanmerking komen voor een van de afwijkingen bedoeld in artikel 9 derde lid van dezelfde wet.

Ces suggestions devraient être présentées par écrit à l'adresse mentionnée ci-dessous et exposer, dans l'ordre la dérogation souhaitée, la ou les catégories de traitements concernés, leurs finalités, leur fondement légal ou réglementaire éventuel, les catégories de données à caractère personnel sur lesquelles ils portent habituellement, le nombre approximatif de maîtres de fichier procédant à ces traitements et la nature de leurs activités, le nombre approximatif de personnes concernées par ces traitements, les catégories de personnes généralement admises à obtenir les données traitées, les éventuelles transmissions de données vers l'étranger et les états de destination, ainsi que les raisons qui seraient susceptibles de justifier la dérogation souhaitée.

Elles devraient être introduites dans un délai maximal de soixante jours suivant la publication du présent avis.

Adresse Ministère de la Justice, Administration des Affaires civiles et criminelles, Service Droits de l'Homme, numéro de réponse 9, place Poelaert 3, 1000 Bruxelles

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M Wathelet.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis)

Avis relatif à l'application de l'article 17 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

L'article 17 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel entrera en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit la publication du présent avis.

Il impose au maître du fichier de faire une déclaration préalable à la Commission de la protection de la vie privée avant la mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel.

Le paragraphe 8 de cette disposition permet cependant au Roi soit d'exempter de cette déclaration les catégories de traitements de données à caractère personnel qui ne présentent manifestement pas d'atteinte à la vie privée, soit de réduire, pour ces catégories de traitements, la déclaration à certaines mentions.

Dans le but d'exercer cette prérogative avec le maximum d'efficacité et de précision, j'invite les autorités et organismes publics, les organismes d'intérêt général et les associations représentatives de maîtres de fichiers qui seront soumis à l'application de la loi du 8 décembre 1992 précitée à présenter à mes services leurs suggestions concernant les catégories de traitements de données à caractère personnel qui pourraient, à leur avis, bénéficier soit de l'exemption de déclaration, soit de la réduction de cette déclaration à certaines mentions.

Ces suggestions devraient être présentées par écrit à l'adresse mentionnée ci-dessous et exposer, dans l'ordre la dérogation (exemption ou déclaration réduite) souhaitée, la ou les catégories de traitements concernés, leurs finalités, leur fondement légal ou réglementaire éventuel, les catégories de données sur lesquelles ils portent habituellement, le nombre approximatif de maîtres de fichiers procédant à ces traitements et la nature de leurs activités, le nombre approximatif de personnes concernées par ces traitements, les catégories de personnes généralement admises à obtenir les données traitées, les éventuelles transmissions de données vers l'étranger et les états de destination, ainsi que les raisons qui seraient susceptibles de justifier la dérogation souhaitée.

Elles devraient être introduites dans un délai maximal de six mois suivant la publication du présent avis.

Adresse Ministère de la Justice, Administration des Affaires civiles et criminelles, Service Droits de l'Homme, numéro de réponse 17, place Poelaert 3, 1000 Bruxelles

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M Wathelet.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis)

Die suggesties kunnen schriftelijk worden medegedeeld op het hieronder vermelde adres, waarbij in volgorde de volgende punten kunnen worden uiteengezet: de gewenste afwijking, de categorie of categorieën van de betrokken verwerkingen, de doelstellingen van de verwerkingen alsmede de eventuele wettelijke of reglementaire grondslag ervan, de categorieën van persoonsgegevens waarop die verwerkingen gewoonlijk betrekking hebben, het approximatieve aantal houders van bestand die dergelijke verwerkingen verrichten alsmede de aard van hun activiteiten, het approximatieve aantal personen op wie die verwerkingen betrekking hebben, de categorieën van personen aan wie gewoonlijk toestemming wordt verleend om de verwerkte gegevens te verkrijgen, de eventuele verzending van gegevens naar het buitenland en de landen van bestemming, alsook de redenen die de gewenste afwijking kunnen rechtvaardigen.

Zij moeten ten laatste zestig dagen na de bekendmaking van dit bericht worden ingediend.

Adres Ministerie van Justitie, Bestuur Burgerlijke en Criminele Zaken, Dienst Rechten van de Mens, antwoordnummer 9, Poelaertplein 3, 1000 Brussel

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken,
M Wathelet.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen)

Bericht betreffende de toepassing van artikel 17 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

Artikel 17 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens treedt in werking de eerste dag van de twaalfde maand volgend op die gedurende welke dit bericht is bekendgemaakt.

Alvorens een geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens wordt gestart, is krachtens dat artikel de houder van een bestand verplicht om bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer daarvan aangifte te doen.

Op grond van paragraaf 8 van die bepaling kan de Koning bepaalde categorieën verwerkingen van persoonsgegevens die kennelijk geen gevaar inhouden op het gebied van de schending van de persoonlijke levenssfeer, van die aangifte vrijstellen of toestaan dat voor die categorieën verwerkingen een tot bepaalde vermeldingen beperkte aangifte wordt gedaan.

Met het oog op een zo efficiënt en nauwkeurig mogelijke uitoefening van dat prerogatief verzoek ik de openbare overheden en instellingen, de instellingen van algemeen belang en de representatieve organisaties van houders van een bestand die aan de toepassing van voornoemde wet van 8 december 1992 onderworpen zijn, aan mijn diensten hun suggesties mede te delen in verband met de categorieën verwerkingen van persoonsgegevens die volgens een aangifte kunnen worden vrijgesteld of in aanmerking komen voor een tot bepaalde vermeldingen beperkte aangifte.

Die suggesties kunnen schriftelijk worden medegedeeld op het hieronder vermelde adres, waarbij in volgorde de volgende punten kunnen worden uiteengezet: de gewenste afwijking (vrijstelling of beperkte aangifte), de categorie of categorieën van de betrokken verwerkingen, de doelstellingen van de verwerkingen alsmede de eventuele wettelijke of reglementaire grondslag ervan, de categorieën van persoonsgegevens waarop die verwerkingen gewoonlijk betrekking hebben, het approximatieve aantal houders van bestand die dergelijke verwerkingen verrichten alsmede de aard van hun activiteiten, het approximatieve aantal personen op wie die verwerkingen betrekking hebben, de categorieën van personen aan wie gewoonlijk toestemming wordt verleend om de verwerkte gegevens te verkrijgen, de eventuele verzending van gegevens naar het buitenland en de landen van bestemming, alsook de redenen die de gewenste afwijking kunnen rechtvaardigen.

Zij moeten ten laatste zes maanden na de bekendmaking van dit bericht worden ingediend.

Adres Ministerie van Justitie, Bestuur Burgerlijke en Criminele Zaken, Dienst Rechten van de Mens, antwoordnummer 17, Poelaertplein 3, 1000 Brussel.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken,
M Wathelet.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen)